

Rapport annuel
**La balance des paiements
et la position extérieure
de la France**

2016



SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	6
FICHES THÉMATIQUES	15
Rémunération et envois de fonds : un bilan positif pour la France	16
Les services de voyages en 2016 : la dégradation se poursuit	20
Les investissements directs	23
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2015 ET 2016 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	27
ANNEXES	
Partie I Glossaire	A1
Partie II Définition des zones géographiques	A9
Partie III Balance des paiements – révisions des données 2014 et 2015	A11
Partie IV Position extérieure – révisions des données 2014 et 2015	A13

Des tableaux statistiques complémentaires sont disponibles sur le site internet de la Banque de France à l'adresse suivante :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france-donnees-annuelles>

| VUE D'ENSEMBLE

La balance des paiements décrit les échanges économiques entre la France et les autres pays. Elle fournit une grille de lecture de référence sur la situation économique de notre pays dans une économie mondialisée. Elle apporte un éclairage sur la compétitivité et les modalités d'insertion de la France dans l'économie mondiale.

En 2016, le solde des transactions courantes est une nouvelle fois déficitaire. Il atteint - 19 milliards d'euros, soit - 0,9 % du PIB, en nette dégradation par rapport à 2015 (- 9,6 milliards) en dépit d'une réduction de la facture énergétique d'environ 8 milliards.

Le déficit des biens et services passe de - 16,1 milliards (2015) à - 26,8 milliards.

- Les échanges de biens hors énergie se dégradent de 10 milliards, notamment en raison de pertes de part de marché de l'appareil exportateur français vis-à-vis de nos principaux partenaires.
- L'excédent traditionnel des services a disparu, du fait de l'érosion de l'excédent des voyages et de la dégradation du solde des services aux entreprises.
- La remontée des prix de l'énergie amorce un creusement du déficit des biens en fin de période.

L'excédent des revenus s'établit à 7,8 milliards, après 6,5 milliards en 2015, signe de la poursuite de l'internationalisation des entreprises mais aussi de l'importance des revenus des résidents français travaillant à l'étranger.

En raison de l'accumulation des déficits des transactions courantes, la position extérieure de la France, qui représente le patrimoine financier net de la Nation vis-à-vis de l'étranger, est débitrice à hauteur de 351 milliards d'euros, soit - 15,8 % du PIB.

LE SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES EST DAVANTAGE DÉFICITAIRE EN 2016 MALGRÉ LA BAISSE DU PRIX DE L'ÉNERGIE IMPORTÉE

T0-1 Principaux soldes des transactions courantes

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Transactions courantes	- 9,6	- 19,0
<i>(en % du PIB)</i>	<i>- 0,4</i>	<i>- 0,9</i>
Biens a)	- 25,0	- 26,8
Biens hors énergie	12,8	3,1
Énergie	- 37,8	- 29,9
Services	8,9	0,0
Voyages	5,0	1,8
Autres services	3,9	- 1,8
Revenus b)	6,5	7,8
Revenus primaires	50,8	52,8
Revenus secondaires	- 44,3	- 45,0

a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques édictées par le Fonds monétaire international.

b) Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes et internationales, envoi de fonds des travailleurs...). À noter, les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires.

Source : Banque de France.

Le déficit des transactions courantes se creuse

Le solde des transactions courantes est en déficit de 19 milliards d'euros en 2016. Rapporté au PIB, le déficit des transactions courantes s'éloigne de l'équilibre : de - 0,4 % en 2015, il atteint - 0,9 % en 2016. Cette dégradation est attribuable aux échanges de biens hors énergie et aux services (- 18,6 milliards au total par rapport à 2015). Elle a été atténuée par la poursuite de l'allègement de la facture énergétique et la progression de l'excédent des revenus (+ 1,3 milliard, à 7,8 milliards).

Accentuation du déficit des biens et services

Le solde des biens reste déficitaire de 26,8 milliards d'euros en 2016 (25 milliards d'euros en 2015), ce qui marque un arrêt de la tendance au redressement observée depuis 2011. Le solde des services présente une baisse significative entre 2015 (+ 8,9 milliards d'euros) et 2016 (solde nul). La baisse graduelle de l'excédent des services depuis 2012 représente une

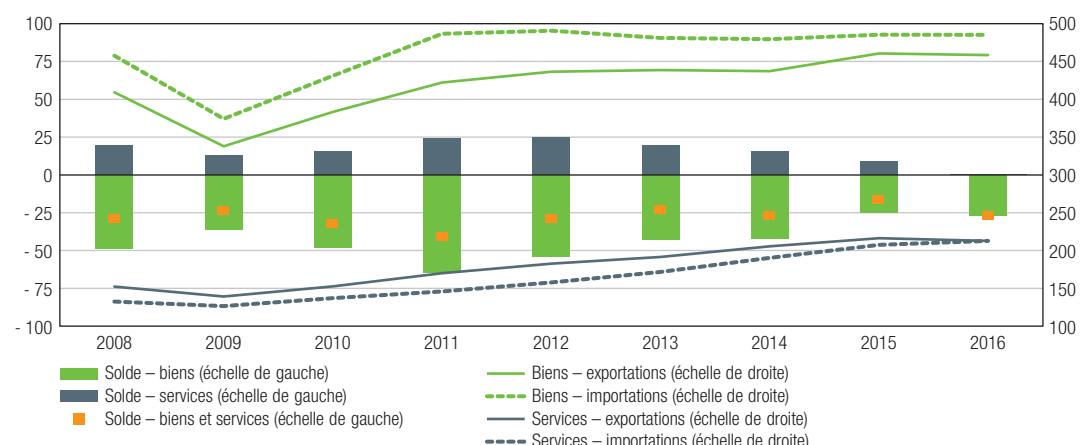
réduction de 25 milliards d'euros en cinq ans de l'excédent des services.

Les échanges de marchandises FAB/FAB¹ se soldent par un déficit de 47,9 milliards en 2016, en dégradation de 2,8 milliards par rapport à 2015 ; la facture énergétique, qui est estimée à 29,9 milliards d'euros

¹ *Franco à bord, c'est-à-dire à leur valeur au passage de la frontière, hors coût des assurances et du fret.*

G0-1 Exportations et importations de biens et services

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T0-2 Échanges de marchandises par type de produits (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau sur les biens et services)

(en milliards d'euros)

	Exportations		Imports		Soldes	
	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en %)	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en %)	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en milliards d'euros)
Échanges de biens FAB-FAB	453,0	- 0,6	500,9	0,1	- 47,9	- 2,8
Échanges de biens CAF-FAB ^{a)}	443,2	- 0,7	508,9	- 0,2	- 65,7	- 2,4
dont :						
Secteurs agricole et agroalimentaire	58,7	- 2,3	52,8	3,6	5,9	- 3,2
Produits énergétiques	14,1	- 18,9	45,6	- 20,3	- 31,5	8,3
Équipements mécaniques, électriques et informatiques	85,1	- 0,7	109,7	1,4	- 24,6	- 2,1
Matériels de transports	106,4	2,9	97,2	10	9,3	- 5,8
Autres produits industriels	175,1	- 0,8	200,3	- 0,6	- 25,2	- 0,2

a) Hors matériel militaire.

Les données détaillées sur les échanges de marchandises sont publiées CAF-FAB, c'est-à-dire que les importations incluent le coût des assurances et du fret (CAF), tandis que les exportations sont mesurées à leur valeur au passage de la frontière (FAB, pour « *franco à bord* »).

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Sources : Douanes, Banque de France

T0-3 Exportations et importations de biens et de services

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Biens		
Exportations	460,5	458,4
Croissance en %	5,3	- 0,5
Importations	485,5	485,2
Croissance en %	1,3	0,0
Services		
Exportations	216,4	212,8
Croissance en %	5,2	- 1,7
Importations	207,5	212,8
Croissance en %	9,0	2,6

Source : Banque de France.

(FAB-FAB), s'améliore de 7,9 milliards. Le solde positif des opérations de négociation internationale se maintient en 2016 (22,2 milliards, après 22,8 milliards en 2015).

La dégradation des échanges de biens hors énergie résulte d'une légère baisse des exportations, tandis que les importations hors énergie ont progressé de plus de 2 %, à environ 440 milliards d'euros en 2016².

Les exportations de biens sont en très légère baisse (– 0,5 %) entre 2015 et 2016, après avoir nettement progressé (+ 5,3 %) entre 2014 et 2015.

Plusieurs explications, d'ordres structurel et conjoncturel, se combinent.

En premier lieu, l'offre de l'appareil exportateur français ne s'est pas, dans l'ensemble et malgré de belles réussites, suffisamment adaptée à la croissance de la demande mondiale (+ 2,1 % en 2016), et des pertes de part de marché ont été enregistrées – en particulier vis-à-vis de nos principaux partenaires européens (voir plus loin, analyse globale des parts de marché biens et services).

L'année 2016 a été en outre marquée par une météorologie défavorable à la production de céréales (baisse de la production de 0,3 %), dans un contexte de baisse généralisée des prix. Le rôle des éléments exceptionnels adverses doit être relativisé car dans le même temps, des facturations importantes

T0-4 Soldes des échanges de services

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Services	8,9	0,0
Transports	- 2,8	- 4,4
Voyages	5,0	1,8
Autres services ^{a)}	6,7	2,6

a) Cf. détail dans le tableau statistique 1.6 « Autres services » consultable sur le site Internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

ont soutenu les recettes d'exportation de certains secteurs (livraison de navires, de grands contrats d'armement par exemple).

Les importations de biens sont quasi inchangées en 2016 (485,2 milliards) par rapport à 2015 (485,5 milliards), mais elles ont dans l'ensemble progressé en volume.

Cela recouvre une baisse en valeur des achats de produits énergétiques, dans le contexte de baisse des prix du pétrole, et dans une moindre mesure des produits métallurgiques et chimiques, et une hausse des importations de la plupart des autres biens : matériels aéronautiques et spatiaux (+ 10 %, soit près de 4 milliards selon les chiffres des Douanes), des biens d'équipements et de consommation.

L'excédent traditionnel du solde des services a disparu : ce solde est à l'équilibre en 2016, contre un excédent de 8,9 milliards en 2015. La contraction est particulièrement sensible pour les services de transports, dont le déficit atteint 4,4 milliards en 2016, après – 2,8 milliards en 2015. La perte de part de marché du pavillon français se poursuit depuis 2012, en particulier dans les domaines du transport routier (concurrence des pavillons d'Europe de l'Est) et aérien (développement du « low cost » par des compagnies aériennes sous pavillon étranger). En revanche, les transports spatiaux dégagent un excédent quasi récurrent, égal à 1 milliard d'euros.

Les recettes du poste « voyages », représentatives du tourisme en provenance de l'étranger, se réduisent de 2,0 milliards entre 2015 (40,4 milliards) et 2016 (38,4 milliards) sous l'effet principalement des attentats

2 Valeur exprimé en FAB-FAB en cohérence avec le tableau T0-1.

T0-5 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2016

(en %)

	Exportations	Importations
Allemagne	12,7	15,0
Belgique	7,0	6,7
Pays-Bas	4,3	5,0
Italie	6,2	6,8
Espagne	6,4	6,4
Zone euro	42,7	46,7
Royaume-Uni	8,0	5,8
Union européenne	56,3	58,8
États-Unis	8,0	7,8
Suisse	4,1	3,4
Chine	3,7	7,1
Japon	1,3	1,5
Brésil	0,9	0,5
Russie	1,2	0,9
Inde	0,9	0,9
Monde	100,0	100,0

Sources : Douanes, Banque de France.

de Paris (2015) et de Nice (2016). Cela s'ajoute à une amélioration de la compétitivité de l'offre touristique mondiale relativement à celle de la France, en particulier en Espagne et au Portugal. Les dépenses des Français à l'étranger augmentent de 1,2 milliard, passant de 35,4 à 36,6 milliards entre 2015 et 2016. La tendance à la hausse des dépenses en voyages pour motif personnel (+ 8 %) est globalement en ligne avec les tendances observées dans les autres pays.

Au total, le solde des voyages affiche un excédent de 1,8 milliard (5,0 milliards en 2015), un plus bas historique.

D'autres services dégagent des excédents. Les services financiers affichent un solde positif de 4,9 milliards en 2016, en légère progression par rapport à 2015 (4,7 milliards). Les services de fabrication, les services aux administrations publiques et le bâtiment-travaux publics fournissent un excédent cumulé de 2,2 milliards d'euros.

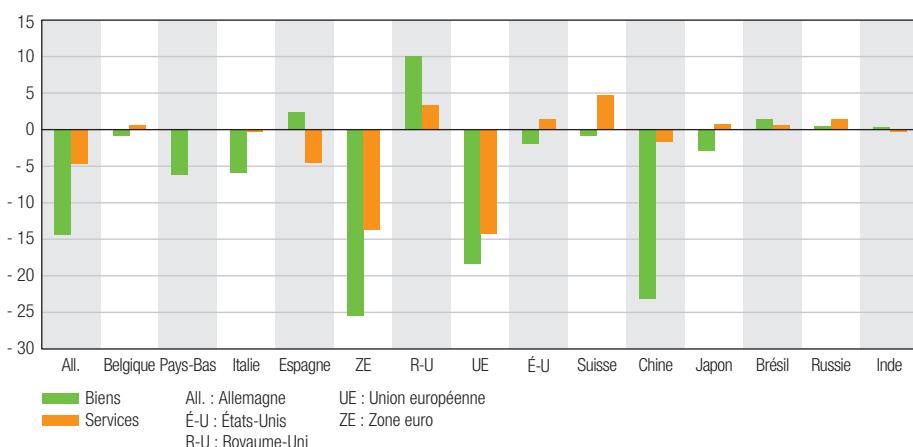
En revanche, les activités de réassurance génèrent un déficit de plus de 1,4 milliard.

Les commissions pour usage de la propriété intellectuelle dégagent un excédent de 2,1 milliards, en nette hausse par rapport à 2015 (0,6 milliard). En revanche, les autres services aux entreprises (ingénierie, conseil, etc.) sont devenus largement déficitaires (- 5,2 milliards), pour la première fois depuis 2009 (où ils s'étaient établis à - 4,1 milliards).

Les échanges de biens et services de la France se font principalement avec les autres pays européens, en particulier l'Allemagne. **La part de la zone euro dans les échanges extérieurs de la France est de 44,8 %** (moyenne des pourcentages d'imports et d'exports de biens et services dans le total mondial). Le déficit extérieur français provient pour l'essentiel de ses échanges avec l'Allemagne (déficit bilatéral de 19,1 milliards en 2016, après - 18,4 milliards en 2015) et

GO-2 Ventilation géographique des échanges de biens et services en 2016

(en milliards d'euros)



Sources : Douanes, Banque de France.

T0-6 Soldes des revenus primaires

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Rémunération des salariés	19,4	20,1
Revenus d'investissements	21,7	27,8
Revenus d'investissements directs	40,4	42,7
Revenus d'investissements de portefeuille	- 18,0	- 14,8
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	- 1,3	- 0,7
Revenus des avoirs de réserve	0,5	0,5
Autres revenus primaires	9,6	4,9
Total	50,8	52,8

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

avec la Chine (- 24,8 milliards, après - 25,8). En revanche, le solde des biens et services de la France vis-à-vis du Royaume-Uni est excédentaire de 13,3 milliards d'euros en 2016 (+ 15,2 milliards en 2015).

Les revenus des activités à l'étranger des entreprises et des salariés français excèdent 50 milliards

L'excédent des revenus dits primaires (dividendes représentatifs des activités développées à l'étranger par les multinationales françaises, revenus des travailleurs frontaliers, notamment) augmente entre 2015 (50,8 milliards) et 2016 (52,8 milliards).

Les rémunérations des travailleurs frontaliers progressent de 0,7 milliard entre 2015 (19,4 milliards) et 2016 (20,1 milliards).

Le solde des revenus d'investissements directs s'établit à 42,7 milliards³ en 2016, en hausse de plus de 2 milliards par rapport à l'année précédente. Les dividendes représentent le principal poste avec 42,3 milliards.

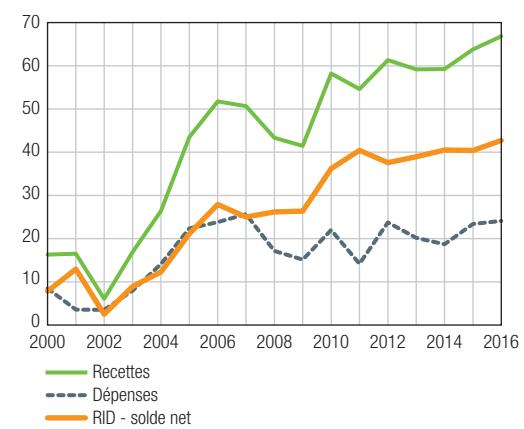
Le solde de 42,7 milliards résulte de 24,1 milliards de revenus versés à l'étranger et de 66,8 milliards de revenus perçus de l'étranger. Le rapport est de l'ordre de 1 à 3 alors que les stocks d'investissements s'inscrivent dans un rapport du simple au double ; cela semble indiquer une différence significative, en moyenne, entre le rendement apparent

des investissements directs en France et des investissements français à l'étranger.

En 2016, les pays de la zone euro contribuent pour 41 % aux revenus d'investissements directs à l'étranger, les autres pays de l'Union européenne et le reste du monde y contribuant respectivement pour 14 % et 45 %. La tendance à la hausse de la part de la zone euro, en hausse de plus de 13 points depuis son point bas de 2011, se confirme pour la cinquième année consécutive.

G0-3 Évolution des revenus d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

³ Les données 2016 sont en grande partie estimées.

Le solde des revenus d'investissements de portefeuille (– 14,8 milliards en 2016) est principalement constitué des intérêts payés aux investisseurs étrangers qui souscrivent la dette publique. L'amélioration du solde entre 2015 et 2016 est imputable à la baisse des taux d'intérêt.

Le solde des revenus des prêts et emprunts courants (« autres investissements »), est proche de l'équilibre. Il s'établit à – 0,7 milliard en 2016 (– 1,3 milliard en 2015). Les autres revenus primaires, constitués pour l'essentiel des revenus des administrations publiques (subventions européennes et impôts) sont en baisse de près de 5 milliards en 2016 (4,9 milliards) par rapport à 2015 (9,6 milliards), pour partie en raison d'un décalage de versement des subventions agricoles.

Le solde des « revenus secondaires » évolue peu

Le solde des revenus dits secondaires est par nature déficitaire car il représente les versements réguliers représentatifs des engagements de la France auprès des institutions européennes et multilatérales (impôts et cotisations sociales, coopération internationale et transferts courants notamment). Il est quasi inchangé (– 45,0 milliards en 2016, après – 44,3 milliards). Le secteur des administrations publiques est à l'origine de la plus grande partie du montant (– 29,7 milliards

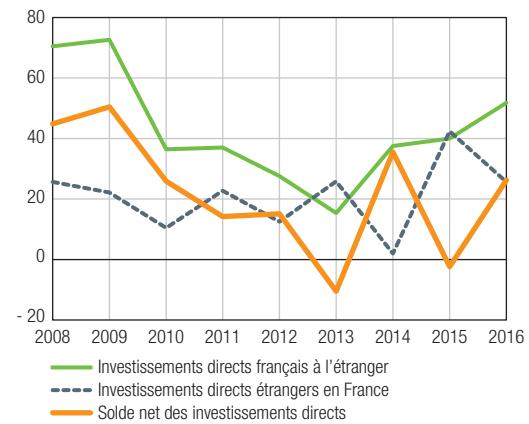
d'euros). Après avoir rapidement crû au début des années deux mille, les transferts de fonds réalisés par les résidents vers l'extérieur se maintiennent à un niveau proche, mais inférieur à 10 milliards d'euros (9,4 milliards en 2016, après 9,2 milliards en 2015).

Les investissements français à l'étranger sont en hausse

Les flux d'investissements directs français à l'étranger s'établissent à 51,8 milliards en 2016, en augmentation de près de 12 milliards par rapport à 2015 (40,0 milliards). Outre le secteur bancaire, plusieurs groupes ont contribué à cet essor, dont Air Liquide qui a acquis AIRGAS aux Etats-Unis et le groupe de transport maritime CMA-CGM, qui a fusionné avec la compagnie singapourienne Neptune Orient Lines. Les investissements étrangers en France atteignent 25,6 milliards d'euros en 2016. C'est moins qu'en 2015 (42,4 milliards), mais en ligne avec la moyenne des flux observés sur les dix dernières années (environ 23 milliards). En 2016, les opérations les plus importantes en montant ont été notamment le rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia et la privatisation des aéroports de la Côte d'Azur⁴ auprès d'investisseurs principalement italiens.

G0-4 Flux d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T0-7 Solde des revenus secondaires

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Revenus secondaires des administrations publiques	- 28,3	- 29,7
Prestations sociales	- 7,4	- 7,4
Coopération internationale	- 5,4	- 5,6
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 19,4	- 20,4
Autres transferts des administrations publiques	3,8	3,7
Revenus secondaires des autres secteurs	- 16,0	- 15,3
dont envoi de fonds des travailleurs	- 9,2	- 9,4
Total	- 44,3	- 45,0

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

⁴ En balance des paiements, les investissements directs incluent non seulement les opérations en capital mais également les opérations de prêt, les flux de trésorerie, et le réinvestissement des bénéfices non distribués.

La position extérieure de la France reste négative

Compte tenu du déficit des transactions courantes de 19,0 milliards d'euros et des effets de variations dus aux cours de changes, de bourse et des autres ajustements de 12,0 milliards, **la position extérieure nette** de la France, qui représente le patrimoine net de la France vis-à-vis du reste du monde, se dégrade légèrement de – 344 milliards en 2015 à – 351 milliards en 2016. Cela représente **15,8 % du PIB**, soit un niveau équivalent à ceux atteints en 2014 et 2015, et qui demeure en-deçà du seuil européen égal à – 35 % du PIB.

T0-8 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2015 et fin 2016

(en milliards d'euros)

	en milliards d'euros	en % du PIB
Position nette à fin 2015	- 344	- 15,8
Variation imputable aux transactions courantes	- 19	- 0,9
Variation de change	15	0,7
Variation boursière	- 8	- 0,4
Autres variations	5	0,2
Position nette à fin 2016	- 351	- 15,8

Source : Banque de France.

T0-9 Position extérieure de la France à fin 2016

(en milliards d'euros)

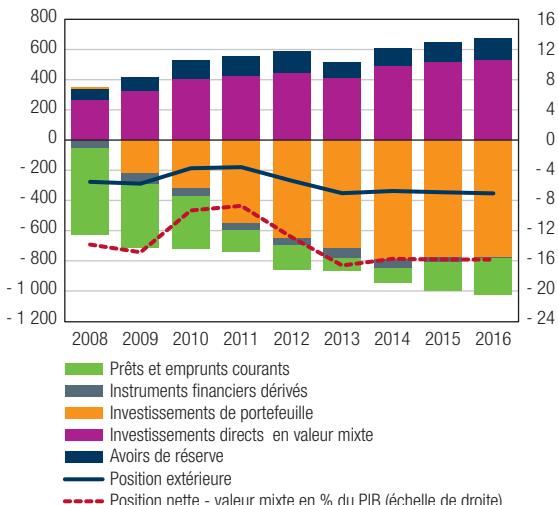
	2016
Investissements directs (valeur mixte) ^{a)}	533
Français à l'étranger	1 195
Étrangers en France	662
Investissements de portefeuille	- 772
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2 385
Engagements (non-résidents sur titres français)	3 156
Instruments financiers dérivés	- 11
Prêts et emprunts	- 240
Avoirs de réserve	139
Position extérieure nette	- 351
<i>en % du PIB</i>	<i>- 15,8</i>
Dette extérieure nette	836
<i>en % du PIB</i>	<i>37,6</i>

a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.

Source : Banque de France.

G0-5 Position extérieure nette de la France sur longue période

(en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

La position du portefeuille est en 2016, comme en 2015, la plus débitrice (– 35 % du PIB), tandis que celle des investissements directs est créditrice de 533 milliards (soit 24 % du PIB).

Parmi les grands pays de la zone euro, la position extérieure nette de la France à fin 2016 est proche de celle de l'Italie (– 15 % du PIB) et est nettement inférieure à celle de l'Espagne (– 86 %). L'Allemagne présente depuis plusieurs années l'un des excédents commerciaux les plus élevés du monde ; par accumulation, cela se traduit en 2016 par une position extérieure excédentaire de plus de 50 % du PIB.

Les déficits budgétaires continus creusent la position extérieure de la France, un peu moins de 60 % de la dette publique française étant détenue par des

T0-10 Position extérieure nette en 2016 par secteur

(en milliards d'euros)

Position nette	- 351
Banque de France	130
Administrations publiques	- 1 165
Banques	- 105
Autres secteurs	790

Source : Banque de France.

non-résidents. En revanche, les autres acteurs économiques sont, hormis les banques, prêteurs nets au reste du monde.

La dette extérieure nette (836 milliards, 889 milliards hors avoirs de réserve) mesure pour sa part le financement de l'économie par le reste du monde en instruments de dette, ce qui exclut notamment les instruments financiers dérivés et les actions. **La dette extérieure nette représente 38 % du PIB fin 2016**. Elle résulte essentiellement du financement par les non-résidents de la plus large partie des déficits publics accumulés.

T0-11 Dette extérieure nette, ventilation par devises hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2015	2016
Total	- 855	- 889
Euro	- 575	- 579
US dollar	- 243	- 287
Yen	63	80
Livre sterling	- 81	- 73
Yuan	- 1	- 2
Autres monnaies	- 19	- 28

Source : Banque de France.

FICHES THÉMATIQUES

I RÉMUNÉRATION ET ENVOIS DE FONDS : UN BILAN POSITIF POUR LA FRANCE

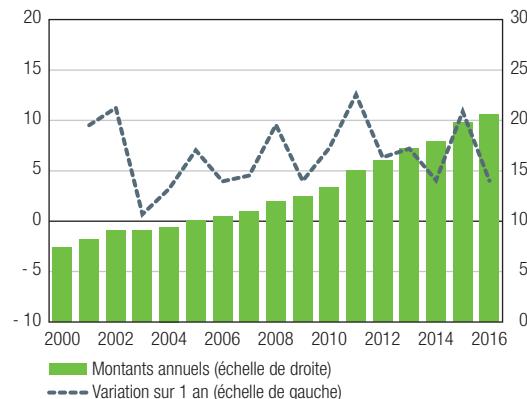
La rémunération des résidents français travaillant à l'étranger : plus de 20 milliards d'euros en 2016

La rémunération des salariés résidents travaillant à l'étranger atteint plus de 20 milliards d'euros en 2016. Pour l'essentiel, ces revenus sont perçus par des frontaliers travaillant en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne ou en Suisse. Ces revenus ont augmenté régulièrement depuis 2000, avec une croissance moyenne de 5,6 % portée par trois facteurs : l'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers (de 187 000 en 2000 à 345 000 en 2016), celle des salaires dans les pays concernés et un facteur spécifique mais important : l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro.

De fait, la Suisse représente le premier pays de provenance des revenus frontaliers, devant le Luxembourg, avec respectivement 11,6 milliards et 4,6 milliards en 2016 (soit 54 % et 22 % du total). Depuis 2010, les revenus des salariés français travaillant dans ces deux pays ont significativement augmenté alors qu'ils ont été quasi stables en Belgique ou en Allemagne.

G1-1 Rémunération des salariés résidents travaillant à l'étranger

(en milliards d'euros et en %)



Source : Banque de France.

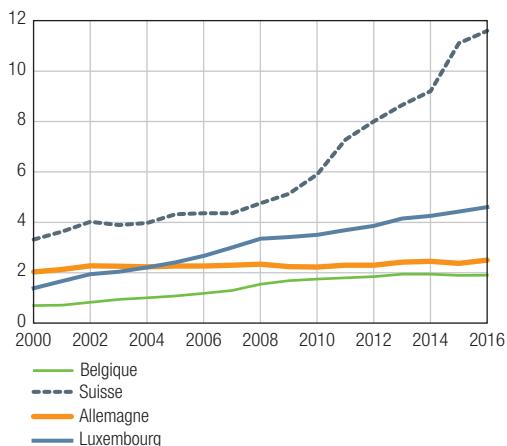
La hausse du nombre de « frontaliers » a notamment été favorisée par le développement du recours au détachement de travailleurs, la définition du travail frontalier dans les statistiques de balance des paiements recouvrant l'ensemble des travailleurs exerçant leur activité à l'étranger, même si leur lieu de résidence est éloigné de la frontière physique.

Au Luxembourg, entre 2001 et 2016, l'emploi global a progressé plus vite que la population en âge de travailler (+ 52 %, contre + 35 % pour la population âgée de 20 à 69 ans¹) ; dans certains secteurs d'activité, les hausses sont très remarquables : + 85 % dans les services d'information et de communication, + 110 % pour les activités spécialisées et de soutien. On observe parallèlement que les importations françaises en provenance du Luxembourg de services professionnels et de conseil en gestion, activités propices au détachement de travailleurs, sont passées de 110 à 640 millions d'euros entre 2011 et 2015 (+ 580 %). Le même

¹ Source : STATEC.

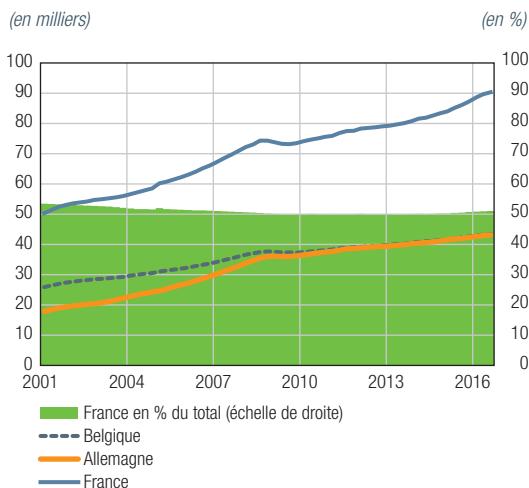
G1-2 Rémunération des salariés résidents en France, principaux pays partenaires, 2000 - 2016

(en milliards d'euros)



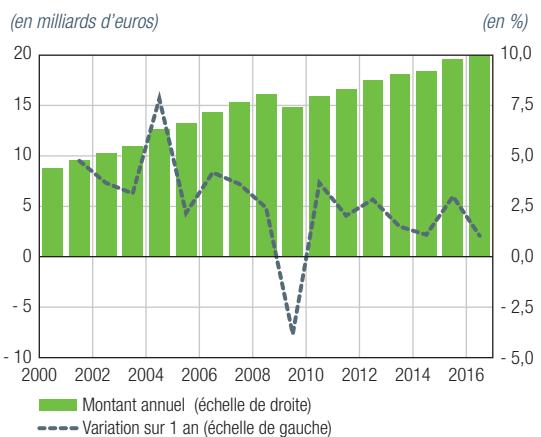
Source : Banque de France.

G1-3 Évolution du nombre de travailleurs frontaliers au Luxembourg par lieux de résidence



Source : STATEC.

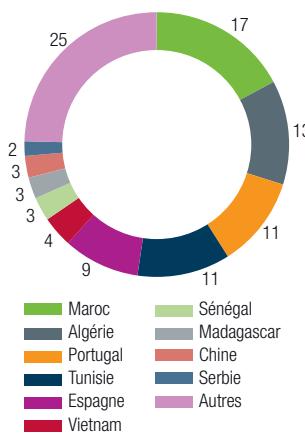
G1-4 Envois de fonds des travailleurs résidents à l'étranger



Source : Banque de France.

G1-5 Répartition des envois de fonds par pays de destination

(en % du total 2016)



Sources : Banque mondiale, calculs Banque de France.

phénomène est observé avec la Belgique, mais de manière plus modérée (+ 50 % sur la même période).

En 2016, l'emploi intérieur total du Luxembourg est ainsi composé à 42 % de travailleurs frontaliers, résidant en France pour moitié d'entre eux (90 380 sur 177 000 au troisième trimestre 2016)². En Suisse, 5,7 % de l'emploi intérieur est occupé par des travailleurs frontaliers (soit 287 000, dont environ 50 % de Français)³.

Les travailleurs résidents ont effectué 10 milliards d'envois de fonds à l'étranger⁴

Les envois de fonds des travailleurs résidents en France représentent 10,0 milliards en 2016, environ 0,4 % du PIB, en progression de 2 % par rapport à 2015 (9,8 milliards) et de 8 % par rapport à 2014 (9,2 milliards). La hausse est du même ordre de grandeur quel que soit le pays bénéficiaire considéré. Depuis 2000, ce montant a plus que doublé, pour une croissance moyenne sur la période de 5,6 %, faisant entrer la France parmi les dix principaux pays exportateurs de fonds (en valeur).

2 Source : STATEC.

3 Source : Office fédéral de la statistique Suisse, Statistique des frontaliers 2014.

4 Symétriquement, les fonds reçus de l'étranger sous forme de transferts s'élèvent à moins de 0,5 milliard d'euros en 2015. Ils ne font donc pas l'objet d'un traitement dans cette note.

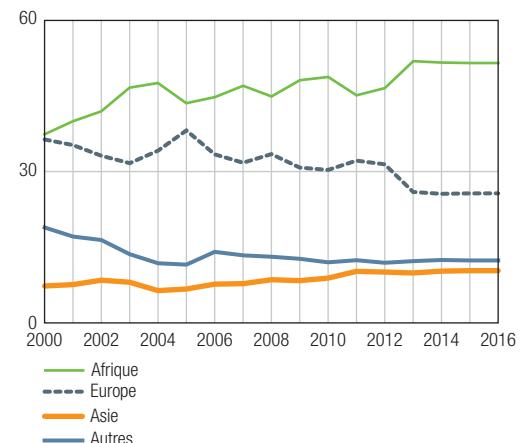
Ces envois de fonds sont plus importants que l'aide publique au développement, alors que la France en est le cinquième contributeur mondial avec 8,1 milliards d'aides⁵ directes en 2015.

La répartition des envois de fonds par pays de destination est assez stable. Ainsi, les cinq premiers pays sont les mêmes en 2016 qu'en 2000. La part de ces cinq pays dans le total des envois de fonds a toutefois augmenté, passant de 56 % en 2000 à 62 % en 2016. Les trois pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc) représentent plus de 40 % du total des envois de fonds avec 4,4 milliards.

Au-delà de ces cinq pays, on note cependant l'apparition dans les dix principaux destinataires en 2015 de pays qui recevaient des montants très faibles en 2000, comme le Vietnam, le Sénégal, Madagascar, la Chine ou la Serbie. Ces pays ont remplacé la Pologne, l'Inde, le Liban, la Turquie ou encore les États-Unis.

G1-6 Les principales zones géographiques de destination des fonds envoyés par des résidents français

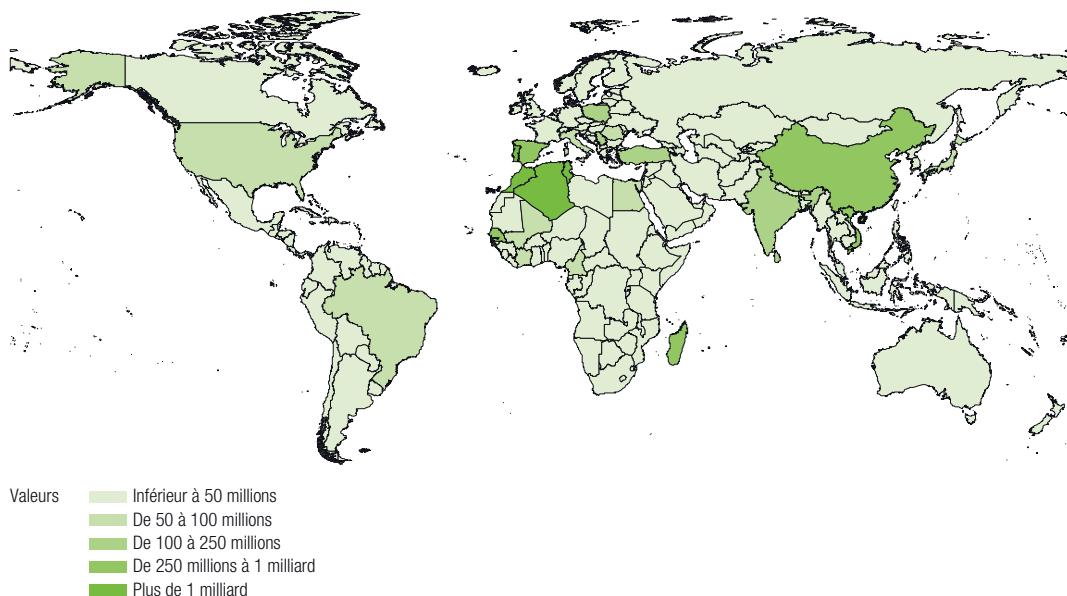
(en % du total 2016)



Sources : Banque Mondiale, calculs Banque de France.

⁵ Source : France Diplomatie.

Répartition des pays de destinations des fonds envoyés par les résidents français en 2016



Source : Banque de France.

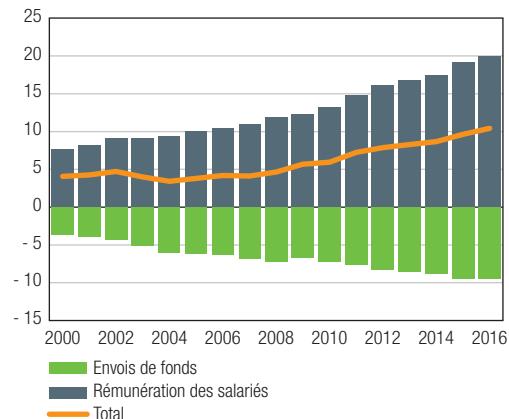
D'une façon générale, les transferts vers les pays européens ont peu évolué au cours des dix dernières années, alors que les transferts vers l'Afrique se sont nettement accrus. En conséquence, la part de l'Europe dans le total, qui était de 37 % en 2000, est passée à 26 % en 2016, alors que celle de l'Afrique est passée de 36 % en 2000 à 52 % en 2016. La part de l'Asie a légèrement augmenté, passant de 7 % en 2000 à 10 % en 2016.

Les montants versés à des salariés non résidents restent limités

La rémunération totale versée par des entreprises françaises à des salariés résidant à l'étranger mais travaillant en France reste modeste (environ 1,3 milliard en 2016). Le solde global de la rémunération des salariés (rémunérations versées à l'étranger, diminuées des rémunérations reçues de l'étranger) est ainsi significativement excédentaire, pour plus de 19 milliards. Globalement, le cumul des recettes nettes du travail frontalier et des dépenses nettes des envois de fonds,

G1-7 Solde des revenus des travailleurs et des envois de fonds 2000-2016

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

fait apparaître un solde net positif pour la France, d'environ 10 milliards en 2016.

Ce solde, qui représente environ 0,45 % du PIB affiche une hausse graduelle depuis 2008.

II LES SERVICES DE VOYAGES EN 2016 : LA DÉGRADATION SE POURSUIT

La France, première destination mondiale en termes de nombre de visiteurs, affiche la quatrième plus forte recette touristique annuelle derrière les États-Unis, la Chine et l'Espagne⁶. Le poids de ces recettes dans le PIB français était de 1,7 % en 2016. La notion de visiteur étranger couvre à la fois les déplacements pour motifs personnels (89 % des recettes) et les déplacements pour motifs professionnels. Les visiteurs comprennent les touristes mais aussi les excursionnistes, une catégorie importante en France du fait notamment de la situation géographique du territoire⁷.

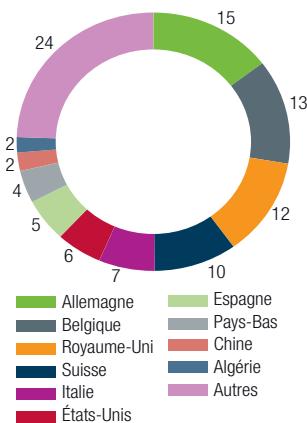
Les recettes de voyages poursuivent leur baisse

Les recettes de voyages sont en baisse en 2016 pour la deuxième année consécutive, (– 5 % après – 8 % en 2015) et s'établissent à 38,4 Md€. Ce montant est le plus faible observé ces cinq dernières années alors que l'Organisation mondiale du tourisme fait état d'une hausse de la demande touristique mondiale, c'est-à-dire du nombre total de personnes ayant quitté leur pays pour effectuer un séjour à l'étranger, de près de 4 % entre 2015 et 2016. Outre les aspects liés à l'environnement économique, au taux de change ou à la dégradation de la compétitivité relative de la destination France, la baisse globale des recettes peut en partie s'expliquer par le contexte sécuritaire marqué par les attentats de novembre 2015 et juillet 2016.

Ainsi, en 2016, les recettes sont en général en diminution pour les principaux pays pourvoyeurs de visiteurs, qu'ils soient proches ou lointains. Il en résulte que les pays proches, qui restent, de manière relativement stable depuis plusieurs années, les principaux pays de provenance des visiteurs étrangers (au premier rang desquels l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni), expliquent la plus grande part de la baisse des recettes. Sur les 2,1 milliards d'euros de baisse de recettes, 1,3 milliard provient de la zone euro et en particulier de l'Italie, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Espagne, qui représentent ensemble 31 % des recettes. La baisse des recettes en provenance des

G2-1 Répartition des recettes

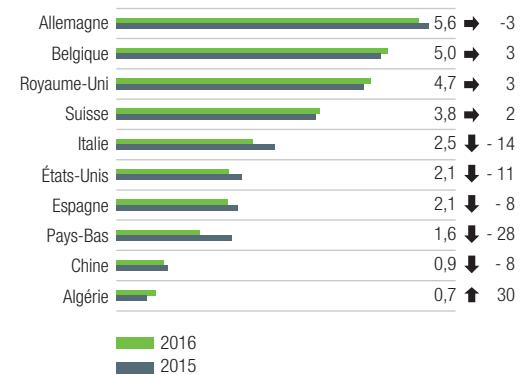
(en % du total 2016)



Source : Banque de France.

G2-2 Principaux pays pourvoyeurs de recettes

(niveaux en milliards d'euros et variations en 2016 en %)



Source : Banque de France.

6 Source : rapport de l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) de novembre 2016.

7 Les excursionnistes sont les personnes qui effectuent un trajet en France sans pour autant y séjourner. On trouve ainsi dans cette catégorie, par exemple, des résidents de pays voisins qui effectuent des achats ou une visite culturelle en France ainsi que les voyageurs en transit aérien, ferroviaire ou routier.

pay proches peut s'expliquer par un arbitrage en faveur d'autres destinations (Espagne par exemple). L'organisation de l'Euro 2016 a en revanche pu contrebalancer la tendance à la baisse des recettes : sur l'année, les dépenses des Britanniques et des Belges sont en légère hausse grâce à un troisième trimestre très dynamique.

Pour les provenances plus lointaines, la hiérarchie des pays de provenance peut évoluer sous l'effet de la concurrence internationale, des événements liés à la sécurité ou des aléas du taux de change et des conditions économiques propres aux régions d'origine. On observe ainsi cette année de fortes baisses des recettes en provenance de pays dont les conditions économiques sont fragiles (– 18 % pour le Brésil, – 26 % pour la Russie) et de pays où la menace sur la sécurité due aux attentats a pu avoir un effet important sur le choix de la destination (Chine, États-Unis, Japon).

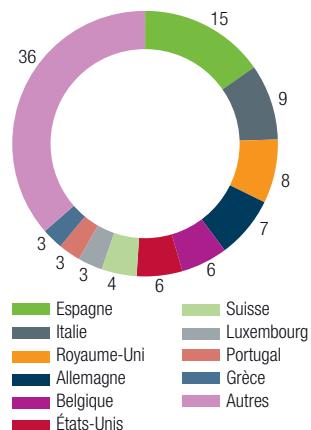
Mais les dépenses des Français à l'étranger rebondissent

Après une année de baisse en 2015, les dépenses de voyages augmentent de 3 % cette année (+ 1,2 milliard d'euros, dont + 0,7 milliard sur le troisième trimestre). Tout comme les recettes, les dépenses de voyages regroupent à la fois les dépenses pour motifs personnels et professionnels qui évoluent cette année de façon opposée : les premières sont en hausse de 9 % alors que les secondes baissent de 5 % sur l'année. Le palmarès des destinations des dépenses des Français fait sans surprise apparaître les deux grandes destinations du sud de l'Europe : l'Espagne (15 % de l'ensemble des dépenses en 2016) et l'Italie (9 %). Structurellement, on notera que la diversité des destinations de dépenses est plus grande que celle observée pour les recettes. En outre, le poids occupé par la Suisse (4 % des dépenses) et le Luxembourg (3 %) doit être rapproché de l'importance du travail frontalier dans ces régions.

Cette année, la hausse des dépenses de voyages profite à toutes les destinations principales qu'elles soient proches ou lointaines. Les Français ont ainsi davantage dépensé en Espagne, en Italie, au Royaume-Uni (qui devient la troisième destination en termes de dépenses à la place de l'Allemagne) et les hausses les plus fortes concernent le Portugal et les États-Unis (respectivement

G2-3 Répartition des dépenses à l'étranger des résidents français

(en % du total 2016)



Source : Banque de France.

+ 18 % et + 24 %). À l'inverse, certaines destinations ont été délaissées cette année. Il s'agit notamment de l'Allemagne (– 4 %) et de la Grèce (– 21 %), où la crise des migrants a sans doute pénalisé la fréquentation touristique, mais aussi du Maroc, où les dépenses diminuent de 15 % et de la Chine (– 25 %).

G2-4 Dépenses à l'étranger des résidents français par destination

(niveaux en milliards d'euros et variations en 2016 en %)

Espagne	5,6	↗ 4
Italie	3,4	↗ 2
Royaume-Uni	2,8	↑ 8
Allemagne	2,8	↗ -4
Belgique	2,1	↑ 7
États-Unis	2,0	↑ 24
Suisse	1,6	↑ 8
Luxembourg	1,1	↑ 5
Portugal	1,0	↑ 18
Grèce	0,9	↓ -21

2016

2015

Source : Banque de France.

Le solde des voyages se dégrade de nouveau

La baisse des recettes et la hausse des dépenses entraînent une nouvelle dégradation du solde des échanges de services de voyages qui s'établit à 1,8 milliard d'euros

en 2016. La diminution du solde est de 3,2 milliards sur l'année. Après 2014 et 2015, 2016 est la troisième année consécutive de baisse. Entre 2013 et 2016, le solde des services de voyages a ainsi perdu 9,0 milliards et contribue de façon importante à l'érosion de l'excédent des échanges de services de la France.

III LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

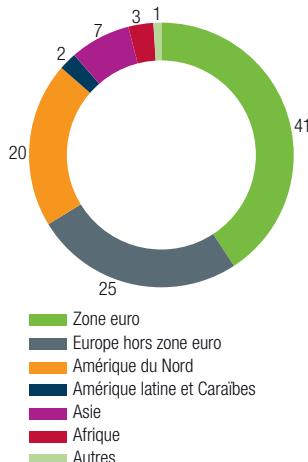
Les stocks d'investissements directs français à l'étranger (IDFE)

Le stock d'investissements directs français à l'étranger est estimé à près de 1 200 milliards d'euros fin 2016, ce qui représente un quasi-doublement depuis fin 2006 (625 milliards). Malgré les flux importants et diversifiés survenus au cours des dernières années, la ventilation géographique des investissements n'a guère changé en dix ans, notamment pour ce qui concerne les deux principales zones d'accueil des investissements directs français à l'étranger, la zone euro (45 % du stock à fin 2016) et l'Amérique du nord (20 % du stock). En revanche, la part de l'Europe hors zone euro a reculé de 8 points depuis 2006 (à 17 % du stock total), au profit de l'ensemble des autres zones géographiques, Asie, Afrique, Amérique latine et Caraïbes.

Sur le plan sectoriel, la structure des investissements directs français à l'étranger a significativement évolué depuis dix ans. Ainsi, fin 2016, les activités financières et d'assurance ne représentent plus que le quart des investissements directs à l'étranger, contre plus du tiers

G3-2 Stocks d'IDFE à fin 2006

(en % du total 2016)



Source : Banque de France.

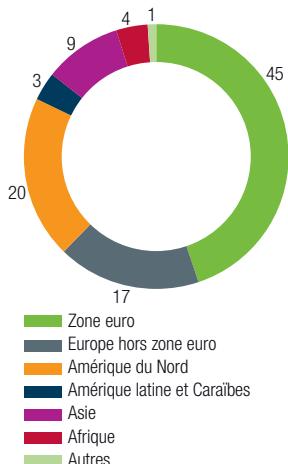
dix ans plus tôt. De même, le montant des investissements du secteur de l'information et de la communication n'ayant quasiment pas varié de 2006 à 2016, la part de ce secteur a diminué de moitié, à 6 %. *A contrario*, la part des investissements des secteurs de l'industrie manufacturière a progressé de 27 % à 30 %, les entreprises de construction ou appartenant au secteur du commerce ont vu leur part croître de 4 % à 10 % du total, tandis que les investissements du secteur des activités scientifiques et techniques ont été multipliés par huit en dix ans, leur part passant à plus de 5 % du stock total.

Les stocks d'investissements directs étrangers en France (IDEF)

Les stocks d'investissements directs étrangers en France se montent à 662 milliards d'euros fin 2016. Ils ont également progressé depuis 2006, mais de façon moins marquée que les investissements français à l'étranger. Sur le plan sectoriel, les principales évolutions à la hausse depuis dix ans ont concerné en

G3-1 Stocks d'IDFE à fin 2016

(en % du total 2016)



Source : Banque de France.

premier lieu les secteurs de la construction et du commerce, en second lieu le secteur des activités scientifiques et techniques, avec des parts augmentant de 4 points, tandis que l'information et la communication, comme les activités financières et d'assurance, ont vu leur part reculer symétriquement. À fin 2016, trois secteurs concentrent près des trois-quarts des investissements étrangers : l'industrie manufacturière (25 % du total), les activités financières et d'assurance (25 % du stock également) et les activités immobilières (22 % du stock).

Les stocks et les revenus d'investissements directs étrangers en France selon le pays de l'investisseur ultime

Lorsqu'un investisseur choisit la France comme destination de son investissement, il peut en faire transiter le financement par d'autres pays. Dans la balance des paiements, c'est le pays d'où provient directement le flux de financement qui est pris en compte. Par exemple, lorsqu'un groupe américain investit en France *via* un véhicule situé au Luxembourg, l'investissement est comptabilisé comme provenant du Luxembourg et non des États-Unis. En effet, c'est la balance des paiements luxembourgeoise qui décrit le flux venant des États-Unis, et si ce flux était décrit également dans

la balance des paiements de la France il y aurait un double compte du flux en provenance des États-Unis.

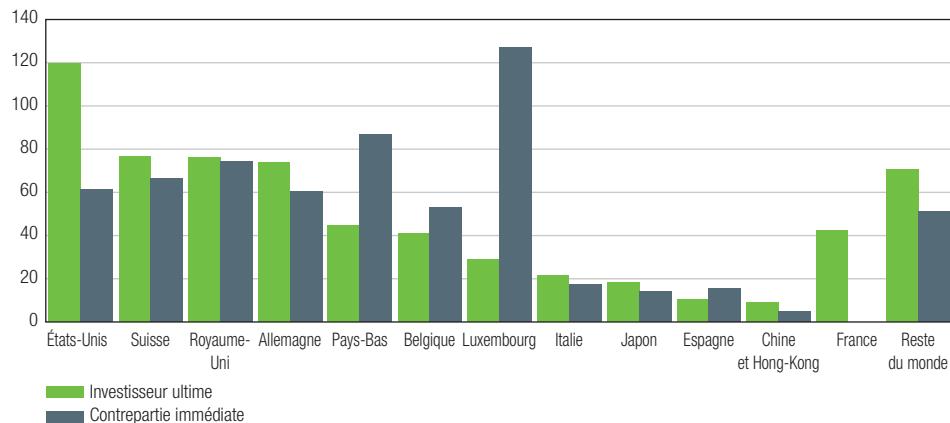
Pour compléter la mesure selon le premier pays de contrepartie, qui vise à la cohérence des balances des paiements entre pays, la Banque de France identifie depuis 2009 le pays de l'investisseur dit « ultime », avec des données qui remontent à 2000.

Après affectation des investissements directs au pays de résidence de l'investisseur ultime, les États-Unis, la Suisse et l'Allemagne voient le montant de leurs investissements s'accroître respectivement de 58 milliards, 10 milliards et 14 milliards par rapport à la ventilation géographique en fonction du pays de première contrepartie et deviennent trois des quatre premiers pays investisseurs en France, avec 19 % (soit un stock de 119 milliards), un peu plus de 12 % (76 milliards) et un peu moins de 12 % (74 milliards) du stock total de 632 milliards d'investissements étrangers. La ventilation géographique selon le pays de résidence de l'investisseur ultime à fin 2015 (dernière mesure connue) révèle également que les groupes et les investisseurs français détiennent en dernier ressort une part significative du stock d'investissements directs étrangers en France

⁸ Alors que, par définition, les investissements directs étrangers en France en fonction du pays de première contrepartie sont nuls.

G3-3 Principaux stocks d'investissements directs étrangers en France en 2015

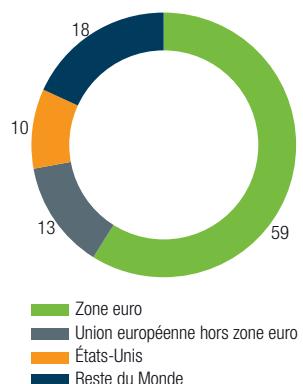
(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

G3-4 Stocks d'investissements directs étrangers en France : contrepartie immédiate, 2015

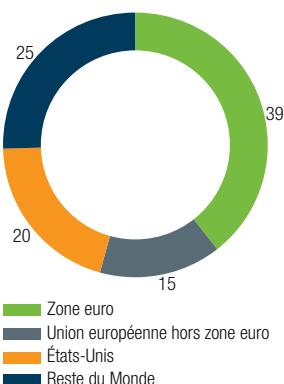
(en % du total 2015)



Source : Banque de France.

G3-5 Stocks d'investissements directs étrangers en France : investisseur ultime hors France, 2015

(en % du total 2015)



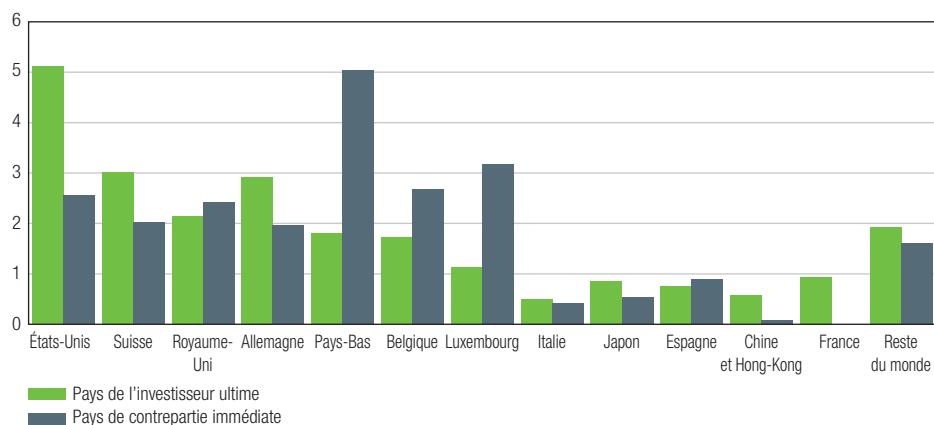
Source : Banque de France.

(42 milliards d'euros, soit près de 7 %)⁸. En outre, l'identification du pays de résidence de l'investisseur ultime conduit à réévaluer l'importance relative d'autres pays, parmi lesquels le Japon (+ 4 milliards pour un stock de 18 milliards, représentant 3 % du total), l'Italie (+ 4 milliards pour un stock de 21 milliards, représentant 3 % du total) et le Royaume-Uni (+ 2 milliards, pour

un stock de 76 milliards, représentant 12 % du total). Cette mesure complémentaire permet aussi de refléter plus fidèlement les relations d'investissements directs nouées avec de nouvelles économies partenaires : la Chine (y compris Hong-Kong) devient le onzième pays d'origine des investissements étrangers, avec 9 milliards (soit 1 % du stock total), derrière l'Espagne et

G3-6 Principaux revenus d'investissements directs étrangers en France en 2015

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

devant la Suède. En revanche, des pays de transit, comme le Luxembourg (– 98 milliards), les Pays-Bas (– 42 milliards) et, dans une moindre mesure, la Belgique (– 12 milliards) et l'Espagne (– 5 milliards) voient leur part relative diminuer.

La même méthode appliquée aux revenus des investissements directs étrangers en France induit des changements

prononcés dans leur répartition géographique. En fonction du pays de l'investisseur ultime, les revenus attribués aux États-Unis, à la Suisse et à l'Allemagne progressent respectivement de 99 %, 50 % et 49 %, à 5,1 milliards, 3 milliards et 2,9 milliards. *A contrario*, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique et l'Espagne voient les revenus qui leur sont affectés décliner de 64 % pour les deux premiers, 36 % et 15 % pour les deux derniers.



BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2015 ET 2016 PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Balance des paiements – année 2015

(en millions d'euros)

		Crédits	Débits	Soldes
1. COMpte de transactions courantes		866 537	876 160	- 9 623
1.1. Biens		460 463	485 470	- 25 007
1.1.1. Marchandises générales		437 644	485 470	- 47 826
1.1.2. Négoce		22 819		22 819
1.2. Services		216 444	207 537	8 907
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers		7 845	7 411	433
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a		5 305	4 030	1 275
1.2.3. Transports		37 976	40 739	- 2 762
<i>maritimes</i>		13 123	8 925	4 198
<i>aériens</i>		11 237	12 711	- 1 474
<i>autres</i>		13 616	19 103	- 5 487
1.2.4. Voyages		40 431	35 412	5 019
1.2.5. Services de construction		2 930	2 057	873
1.2.6. Services d'assurance et de pension		3 529	5 519	- 1 990
1.2.7. Services financiers		10 469	5 755	4 714
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>		6 342	4 459	1 883
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFM)</i>		4 126	1 296	2 830
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.		13 578	12 959	619
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information		15 692	15 870	- 177
1.2.10. Autres services aux entreprises		74 506	74 456	50
<i>Services de recherche et développement</i>		11 262	12 986	- 1 724
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>		17 007	17 798	- 791
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>		46 238	43 673	2 565
1.2.10. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs		3 488	3 316	172
1.2.11. Services des administrations publiques n.i.a.		694	11	683
1.3. Revenus primaires		162 232	111 470	50 762
1.3.1. Rémunérations des salariés		20 885	1 437	19 448
1.3.2. Revenus des investissements		129 444	107 767	21 677
<i>Investissements directs</i>		63 809	23 407	40 402
<i>Investissements de portefeuille</i>		54 401	72 358	- 17 956
<i>Autres investissements</i>		10 685	12 002	- 1 317
<i>Avoirs de réserve</i>		550	0	550
1.3.3. Autres revenus primaires		11 903	2 266	9 637
1.4. Revenus secondaires		27 397	71 683	- 44 286
1.4.1. Secteur des administrations publiques		6 558	34 833	- 28 276
1.4.2. Autres secteurs		20 839	36 850	- 16 011
<i>Transferts courants divers</i>		5 853	19 131	- 13 278
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>		539	9 782	- 9 243
2. COMPTE DE CAPITAL		2 551	739	1 812
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits		89	9	80
2.2. Transferts en capital		2 462	730	1 732

Balance des paiements – année 2015 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMpte FINANCIER	179 256	191 427	- 12 171
3.1. Investissements directs	39 990	42 370	- 2 380
3.1.1. Capital social	17 972	28 685	- 10 714
3.1.2. Bénéfices réinvestis	4 028	6 816	- 2 788
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	17 991	6 868	11 122
3.2. Investissements de portefeuille	51 038	4 591	46 447
3.2.1. Actions et titres d'OPC	1 463	10 028	- 8 565
Banque de France	183		183
Administrations publiques	232		232
Institutions financières monétaires	- 4 058	11 937	- 15 995
Autres secteurs	5 106	- 1 909	7 015
3.2.2. Titres de créance à long terme	60 993	22 194	38 799
Banque de France	21 950	0	21 950
Administrations publiques	412	27 462	- 27 050
Institutions financières monétaires	23 920	- 18 333	42 253
Autres secteurs	14 710	13 065	1 646
3.2.3. Titres de créance à court terme	- 11 417	- 27 630	16 213
Banque de France	- 14 512	0	- 14 512
Administrations publiques	- 658	- 16 998	16 339
Institutions financières monétaires	4 305	- 12 035	16 340
Autres secteurs	- 552	1 402	- 1 955
3.3. Instruments financiers dérivés	139 396	128 586	10 810
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	- 90 210	- 93 345	3 135
Autres secteurs	229 607	221 931	7 675
3.4. Autres investissements	- 58 339	15 879	- 74 218
3.4.1. Autres participations	1	- 54	54
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	1	- 54	54
3.4.2. Numéraire et dépôts	- 39 559	- 3 763	- 35 796
Banque de France	11 801	- 453	12 254
Administrations publiques	769	64	706
Institutions financières monétaires	- 98 544	- 3 374	- 95 170
Autres secteurs	46 414	0	46 414
3.4.3. Prêts	- 18 021	21 961	- 39 982
Banque de France	- 4 115	- 9 883	5 768
Administrations publiques	- 2 748	94	- 2 841
Institutions financières monétaires	- 6 248	0	- 6 248
Autres secteurs	- 4 911	31 750	- 36 662
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	5 426	6 393	- 967
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	- 6 244	- 9 659	3 415
Institutions financières monétaires	- 6 406	- 9 913	3 507
Autres secteurs	162	254	- 92
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserve techniques d'assurance	58	1 001	- 943
3.5. Avoirs de réserve	7 170	0	7 170
Or	8	0	8
Avoirs en droits de tirage spéciaux	65	0	65
Position de réserve au FMI	- 1 311	0	- 1 311
Autres avoirs de réserve	8 408	0	8 408
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 4 359

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2016

(en millions d'euros)

		Crédits	Débits	Soldes
1. COMpte de transactions courantes		857 389	876 355	- 18 966
1.1. Biens		458 353	485 181	- 26 828
1.1.1. Marchandises générales		436 109	485 181	- 49 071
1.1.2. Négoce		22 243		22 243
1.2. Services		212 791	212 762	29
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers		7 372	6 380	992
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a		5 356	4 332	1 024
1.2.3. Transports		37 235	41 639	- 4 404
<i>maritimes</i>		11 545	8 284	3 261
<i>aériens</i>		11 504	13 029	- 1 525
<i>autres</i>		14 185	20 326	- 6 140
1.2.4. Voyages		38 378	36 577	1 801
1.2.5. Services de construction		2 446	1 876	569
1.2.6. Services d'assurance et de pension		6 760	8 211	- 1 452
1.2.7. Services financiers		10 664	5 789	4 875
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>		6 464	4 483	1 981
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>		4 200	1 306	2 894
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.		13 993	11 899	2 093
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information		15 618	16 175	- 557
1.2.10. Autres services aux entreprises		71 363	76 613	- 5 249
<i>Services de recherche et développement</i>		11 090	12 852	- 1 761
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>		18 445	20 531	- 2 086
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>		41 828	43 230	- 1 402
1.2.10. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs		2 934	3 261	- 328
1.2.11. Services des administrations publiques n.i.a.		673	8	665
1.3. Revenus primaires		158 860	106 074	52 785
1.3.1. Rémunérations des salariés		21 462	1 339	20 124
1.3.2. Revenus des investissements		128 711	100 913	27 798
<i>Investissements directs</i>		66 834	24 097	42 737
<i>Investissements de portefeuille</i>		49 993	64 778	- 14 785
<i>Autres investissements</i>		11 341	12 039	- 698
<i>Avoirs de réserve</i>		544	0	544
1.3.3. Autres revenus primaires		8 686	3 823	4 863
1.4. Revenus secondaires		27 386	72 337	- 44 952
1.4.1. Secteur des administrations publiques		6 045	35 723	- 29 678
1.4.2. Autres secteurs		21 341	36 614	- 15 273
<i>Transferts courants divers</i>		5 552	18 339	- 12 787
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>		566	9 986	- 9 420
2. COMPTE DE CAPITAL		1 274	1 303	- 29
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits		46	2	44
2.2. Transferts en capital		1 228	1 302	- 74

Balance des paiements – année 2016 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMpte FINANCIER	258 071	286 847	- 28 776
3.1. Investissements directs	51 825	25 630	26 196
3.1.1. Capital social	36 345	27 462	8 883
3.1.2. Bénéfices réinvestis	6 520	5 783	737
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	8 961	- 7 615	16 575
3.2. Investissements de portefeuille	47 491	51 088	- 3 597
3.2.1. Actions et titres d'OPC	31 230	21 507	9 723
Banque de France	14		14
Administrations publiques	542		542
Institutions financières monétaires	12 808	15 137	- 2 329
Autres secteurs	17 867	6 371	11 496
3.2.2. Titres de créance à long terme	19 732	24 202	- 4 470
Banque de France	21 042	0	21 042
Administrations publiques	- 62	- 14 406	14 343
Institutions financières monétaires	- 39 205	10 492	- 49 697
Autres secteurs	37 957	28 115	9 842
3.2.3. Titres de créance à court terme	- 3 471	5 379	- 8 850
Banque de France	- 26 382	0	- 26 382
Administrations publiques	95	3 260	- 3 165
Institutions financières monétaires	20 731	9 056	11 675
Autres secteurs	2 085	- 6 937	9 022
3.3. Instruments financiers dérivés	4 218	3 622	596
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	- 18 725	- 24 514	5 789
Autres secteurs	22 943	28 137	- 5 194
3.4. Autres investissements	152 307	206 507	- 54 199
3.4.1. Autres participations	- 15	- 48	34
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	- 15	- 48	34
3.4.2. Numéraire et dépôts	5 100	180 794	- 175 694
Banque de France	- 2 822	6 179	- 9 001
Administrations publiques	0	- 3 260	3 260
Institutions financières monétaires	- 1 770	177 875	- 179 645
Autres secteurs	9 692	0	9 692
3.4.3. Prêts	145 144	18 050	127 094
Banque de France	6 746	- 7 112	13 858
Administrations publiques	193	1 571	- 1 379
Institutions financières monétaires	135 081	0	135 081
Autres secteurs	3 125	23 591	- 20 466
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	1 257	6 814	- 5 557
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	780	826	- 46
Institutions financières monétaires	745	907	- 162
Autres secteurs	35	- 81	116
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserve techniques d'assurance	42	72	- 30
3.5. Avoirs de réserve	2 229	0	2 229
Or	7	0	7
Avoirs en droits de tirage spéciaux	- 2 333	0	- 2 333
Position de réserve au FMI	1 091	0	1 091
Autres avoirs de réserve	3 463	0	3 463
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 9 782

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

ANNEXES

PARTIE I

GLOSSAIRE

A

■ Actifs non financiers non produits

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ Administrations publiques

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ Articulation flux-stocks

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements,
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées,
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêté).

■ Autres investissements (prêts et emprunts)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ Autres secteurs

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ Avitaillement et soutage

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du Fonds monétaire international.

B**■ Bénéfices réinvestis**

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ Biens

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ Billets

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C**■ Compte de capital**

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ Court terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ Crédits commerciaux et avances

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ Dette extérieure

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ Fabisation

La Fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ France

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la Banque centrale européenne (BCE).

I

■ Institutions financières monétaires (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse

des dépôts et consignations, les organismes de placement collectif (OPC) monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ Instruments financiers dérivés

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soutes et les intérêts sur swaps.

■ Intérêts

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ Négoce international

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ Portefeuille (investissements de)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ Prêts intragroupe (investissements directs)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ Principe directionnel étendu (investissements directs – autres opérations – prêts intragroupe)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en BPM6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R**■ Réinvestissement des bénéfices**

Cf. Bénéfices réinvestis.

■ Réserves de change

Cf. Avoirs de réserve.

■ Résidence

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ Revenus d'investissements

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ Revenus primaires

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus

d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ **Revenus secondaires**

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. Compte de capital).

S

■ **Secteurs économiques résidents**

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ **Services**

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ **Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers**

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification du 5e Manuel de la balance des paiements), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ **Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)**

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ **Signe (convention de)**

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

■ Transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ Transferts en capital – Remise de dette

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ Transferts en capital – Autres transferts

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER et FEADER).

■ Transports

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

■ Travail à façon

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

■ Valeur comptable

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ Valeur de marché

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptables financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ Valeur mixte

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

Voyages

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

PARTIE II

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

Pays membres de l'Union européenne (au 1^{er} janvier 2017)

Allemagne *	Italie *
Autriche *	Lettanie *
Belgique *	Lituanie *
Bulgarie	Luxembourg *
Chypre *	Malte *
Croatie	Pays-Bas *
Danemark	Pologne
Espagne *	Portugal *
Estonie *	République tchèque
Finlande *	Roumanie
France *	Royaume-Uni
Grèce *	Slovaquie *
Hongrie	Slovénie *
Irlande *	Suède

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2017, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

Centres financiers extraterritoriaux (liste conventionnelle établie par Eurostat)

Andorre	Îles Vierges américaines
Anguilla	Îles Vierges britanniques
Antigua-et-Barbuda	Jersey
Aruba	Liban
Bahamas	Libéria
Bahreïn	Liechtenstein
Barbade (La)	Maurice
Belize	Montserrat
Bermudes	Nauru
Curaçao	Niue
Dominique	Panama
Gibraltar	Philippines
Grenade	Saint-Kitts-et-Nevis
Guernesey	Sainte-Lucie
Hong Kong	Saint-Martin
Île de Man	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Îles Caïmans	Samoa
Îles Cook	Seychelles
Îles Marshall	Singapour
Îles Turques et Caïques	Vanuatu

PARTIE III

BALANCE DES PAIEMENTS

RÉVISIONS DES DONNÉES 2014 ET 2015

Dans le cadre de la publication du *Rapport annuel*, certaines données des années antérieures font habituellement l'objet d'actualisations qui concernent principalement les deux années précédentes. Ces révisions permettent en particulier d'intégrer une information plus complète.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES

Le solde du compte de transaction est révisé de – 4,4 milliards en 2014 (à – 27,2 milliards d'euros) et de – 5,3 milliards en 2015 (à – 9,6 milliards d'euros).

Les **biens et services** contribuent principalement aux révisions du compte de transactions courantes en 2014. Ces révisions sont de même ampleur pour les services et pour les biens. Il s'agit principalement des révisions sur les marchandises, les services financiers et les services informatiques. En 2015, les révisions des services hors voyages résultent plus particulièrement de l'intégration de l'exploitation des réponses à l'enquête complémentaire de la Banque de France sur les échanges internationaux de services (ECEIS), qui remplace ainsi les estimations initiales retenues pour le rapport 2015. Les services de voyage sont par ailleurs révisés au titre de 2015. Ces révisions sont liées à l'enrichissement des données d'enquête et à l'actualisation des données auxiliaires, notamment les statistiques de cartes bancaires et les revenus des frontaliers.

Les révisions sur les **revenus primaires** portent principalement sur les revenus d'investissements directs. Modérés en 2014, les revenus des investissements directs sont revus à la baisse de – 1,5 milliards. Ces révisions sont liées à l'exploitation des comptes annuels des sociétés françaises investies par des non-résidents et des filiales étrangères de groupes résidents. Les autres postes des revenus primaires ont enregistré des révisions de moindre ampleur pour 2014 et 2015.

Les révisions des **revenus secondaires** sont de faible ampleur en 2014. Les révisions sur l'année 2015, à la baisse, sont plus marquée : 3 milliards qui proviennent essentiellement de la prise en compte des flux des coopérations internationales afin de renforcer la qualité de l'articulation entre la balance des paiements et les comptes nationaux.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE FINANCIER

Le solde des **investissements directs** est faiblement révisé à la baisse en 2014. Les révisions réalisées pour 2015 conduisent à une hausse, de l'ordre de 6 milliards, des avoirs comme des engagements vis-à-vis de l'étranger, soit un effet net quasi nul. Comme chaque année, une source majeure de révision est la substitution de données issues des comptes annuels des sociétés françaises et étrangères aux estimations réalisées précédemment. Cette révision porte à la fois sur la composante en capital social et sur les bénéfices réinvestis, qui sont revus à la baisse en 2015. S'agissant des prêts intragroupes (« autres opérations »), l'exploitation de l'enquête annuelle sur les encours à fin 2015 a conduit à revoir à la hausse de 12,9 milliards d'euros les prêts nets de groupes français à leur filiales étrangères et de 13,1 milliards d'euros les prêts nets de groupes étrangers à leurs filiales françaises.

Les principales révisions sur les **investissements de portefeuille** portent sur l'année 2015 et conduisent à une diminution de – 7,7 milliards d'euros. Les révisions ne concernent quasiment que les actions et titres d'OPC. Ces révisions sont dues principalement d'une part à des corrections de déclarations et d'autre part à des améliorations méthodologiques.

Les **autres investissements**, qui couvrent l'essentiellement des prêts et emprunts sont quasi inchangés en 2014 et sont révisés à la hausse de 3 milliards d'euros en 2015.

Révisions des données 2014 et 2015 de balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2014			2015		
	Rapport annuel 2015	Rapport annuel 2016	Écarts	Rapport annuel 2015	Rapport annuel 2016	Écarts
Compte de transactions courantes	- 22,8	- 27,2	- 4,4	- 4,4	- 9,6	- 5,3
Biens	- 40,5	- 42,3	- 1,8	- 24,0	- 25,0	- 1,0
Services	16,9	15,2	- 1,7	8,8	8,9	0,1
Transports	- 2,9	- 3,0	0,0	- 3,7	- 2,8	0,9
Voyages	7,1	7,1	0,0	6,8	5,0	- 1,7
Revenus primaires	47,8	47,7	- 0,1	52,0	50,8	- 1,2
Rémunérations des salariés	17,4	17,5	0,1	19,1	19,4	0,3
Revenus des investissements	22,0	21,3	- 0,7	23,2	21,7	- 1,5
Investissements directs	41,0	40,5	- 0,6	41,9	40,4	- 1,5
Investissements de portefeuille	- 19,1	- 19,7	- 0,7	- 17,6	- 18,0	- 0,4
Autres investissements	- 0,4	0,1	0,5	- 1,7	- 1,3	0,3
Avoirs de réserve	0,5	0,5	0,0	0,6	0,5	0,0
Autres revenus primaires	8,3	8,9	0,5	9,6	9,6	0,0
Revenus secondaires	- 47,0	- 47,9	- 0,9	- 41,1	- 44,3	- 3,2
Compte de capital	2,2	1,9	- 0,2	2,1	1,8	- 0,3
Compte financier	- 7,5	- 7,8	- 0,2	- 7,0	- 12,2	- 5,1
Investissements directs	36,0	35,5	- 0,5	- 1,9	- 2,4	- 0,5
Français à l'étranger	36,2	37,5	1,3	33,8	40,0	6,2
<i>dont : capital social</i>	19,6	21,0	1,4	19,9	18,0	- 1,9
<i>bénéfices réinvestis</i>	6,4	7,7	1,3	8,8	4,0	- 4,8
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	10,2	8,9	- 1,3	5,1	18,0	12,9
Étrangers en France	0,2	2,0	1,8	35,7	42,4	6,7
<i>dont : capital social</i>	9,7	9,4	- 0,3	34,6	28,7	- 5,9
<i>bénéfices réinvestis</i>	5,3	5,1	- 0,2	7,3	6,8	- 0,5
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	- 14,8	- 12,4	2,3	- 6,2	6,9	13,1
Investissements de portefeuille	- 17,9	- 17,9	0,0	54,1	46,5	- 7,7
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	69,7	69,7	0,0	54,6	51,0	- 3,6
Actions et titres d'OPC	11,4	11,4	0,0	4,8	1,5	- 3,3
Titres de créance à long terme	44,7	44,7	0,0	61,2	61,0	- 0,2
Titres de créance à court terme	13,7	13,7	0,0	- 11,4	- 11,4	- 0,1
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	87,7	87,7	0,0	0,5	4,6	4,1
Actions et titres d'OPC	7,9	7,9	0,0	5,1	10,0	4,9
Titres de créance à long terme	81,9	81,9	0,0	23,0	22,2	- 0,8
Titres de créance à court terme	- 2,2	- 2,2	0,0	- 27,7	- 27,6	0,1
Instruments financiers dérivés	- 23,7	- 23,9	- 0,2	10,8	10,8	0,0
Autres investissements	- 2,7	- 2,2	0,5	- 77,2	- 74,2	3,0
Avoirs	84,5	84,5	- 0,1	- 58,1	- 58,3	- 0,3
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	57,4	57,4	0,0	- 111,2	- 111,2	0,0
Engagements	87,2	86,6	- 0,6	19,2	15,9	- 3,3
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	82,0	82,0	0,0	- 11,4	- 13,3	- 1,9
Avoirs de réserve	0,7	0,7	0,0	7,2	7,2	0,0
Erreurs et omissions nettes	13,1	17,5	4,4	- 4,8	- 4,4	0,4

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. La convention de signe utilisée est celle du 6^e manuel.

Source : Banque de France.

PARTIE IV

POSITION EXTÉRIEURE

RÉVISION DES DONNÉES 2014 ET 2015

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce *Rapport annuel* (tableau ci-dessous). Ces révisions s'inscrivent dans le cadre du processus habituel de révisions, avec la prise en compte de corrections ou de données non disponibles auparavant.

Les révisions apportées aux investissements directs, de l'ordre de + 25 milliards d'euros en 2014 et 2015 sont en lien avec l'exploitation des comptes

annuels des sociétés résidentes investies par des non-résidents ou d'enquêtes annuelles spécifiques auprès des entreprises résidentes sur leurs avoirs et engagements vis-à-vis de l'étranger. Concernant les investissements de portefeuille, l'essentiel des révisions porte sur l'année 2015, avec une baisse des avoirs des résidents en titres étrangers. Les autres postes de la position extérieure de la France n'ont pas fait l'objet de révisions significatives pour 2014 tandis que pour 2015 les autres postes sont révisés à la hausse de 3,4 milliards d'euros.

Révisions des données 2014 et 2015 de la position extérieure

Principales rubriques de la position extérieure

(en milliards d'euros)

	2014			2015		
	Rapport annuel 2015	Rapport annuel 2016	Écarts	Rapport annuel 2015	Rapport annuel 2016	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	464,7	489,4	24,7	494,9	519,8	24,9
Français à l'étranger en valeur mixte ^(a)	1 025,6	1 066,0	40,4	1 101,2	1 152,6	51,4
Étrangers en France en valeur mixte ^(a)	560,9	576,6	15,7	606,3	632,8	26,4
Investissements de portefeuille	- 785,3	- 785,3	0,0	- 757,6	- 772,0	- 14,4
Titres étrangers	2 267,4	2 267,4	0,0	2 323,9	2 313,5	- 10,4
Actions et titres d'OPC	634,8	634,8	0,0	662,6	659,2	- 3,4
Titres de créance à long terme	1 439,9	1 435,4	- 4,4	1 477,8	1 468,8	- 9,0
Titres de créance à court terme	192,7	197,2	4,4	183,5	185,5	2,0
Titres français	3 052,7	3 052,7	0,0	3 081,5	3 085,5	4,0
Actions et titres d'OPC	743,1	743,1	0,0	779,4	783,9	4,5
Titres de créance à long terme	2 067,4	2 067,4	0,0	2 083,4	2 082,8	- 0,5
Titres de créance à court terme	242,2	242,2	0,0	218,7	218,7	0,0
Instruments financiers dérivés	- 59,1	- 59,6	- 0,5	- 31,3	- 32,6	- 1,3
Prêts et emprunts (hors avoirs de réserve)	- 100,0	- 98,3	1,7	- 190,9	- 186,1	4,8
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 21,0	- 21,0	0,0	- 25,0	- 24,4	0,6
Autres investissements de la Banque de France	- 159,5	- 159,5	0,0	- 150,6	- 150,6	0,0
Autres investissements des administrations publiques	37,7	39,5	1,8	37,5	39,4	1,8
Prêts et emprunts des IFM	44,2	44,2	0,0	- 58,7	- 56,8	1,9
Prêts et emprunts des autres secteurs ^(b)	10,7	10,5	- 0,1	18,8	19,2	0,5
Droits de tirage spéciaux	- 12,1	- 12,1	0,0	- 12,9	- 12,9	0,0
Avoirs de réserve	118,2	118,2	0,0	126,9	126,9	0,0
Solde avec les investissements directs en valeur mixte	- 361,6	- 335,7	25,9	- 358,1	- 344,0	14,1

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

REPRODUCTION AUTORISÉE
AVEC INDICATION DE LA SOURCE

Directeur de la publication

Jacques FOURNIER
Directeur général des Statistiques
de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des Langages
Studio Création
Direction de la Communication

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site
internet de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure>

Vous y trouverez également des tableaux
statistiques complémentaires.

Imprimerie : Banque de France
31, rue Croix des Petits-Champs
75001 Paris

Dépôt légal : juillet 2017
ISSN 0292-6733

COMPLÉMENT INTERACTIF

1.6 Autres services

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7,5	7,6	- 0,1	7,8	7,4	0,4	7,4	6,4	1,0
Services d'entretien et de réparation n.i.a	5,1	3,4	1,7	5,3	4,0	1,3	5,4	4,3	1,0
Construction	2,6	2,2	0,4	2,9	2,1	0,9	2,4	1,9	0,6
Services d'assurance et de pension	4,8	5,5	- 0,7	3,5	5,5	- 2,0	6,8	8,2	- 1,5
Services financiers	9,7	5,1	4,7	10,5	5,8	4,7	10,7	5,8	4,9
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	5,9	3,8	2,0	6,3	4,5	1,9	6,5	4,5	2,0
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	3,9	1,3	2,6	4,1	1,3	2,8	4,2	1,3	2,9
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	11,0	9,6	1,4	13,6	13,0	0,6	14,0	11,9	2,1
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	14,3	14,9	- 0,7	15,7	15,9	- 0,2	15,6	16,2	- 0,6
Autres services aux entreprises	67,2	62,6	4,6	74,5	74,5	0,1	71,4	76,6	- 5,2
<i>Services de recherche et développement</i>	10,5	11,4	- 0,9	11,3	13,0	- 1,7	11,1	12,9	- 1,8
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	17,2	15,1	2,1	17,0	17,8	- 0,8	18,4	20,5	- 2,1
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	39,5	36,1	3,4	46,2	43,7	2,6	41,8	43,2	- 1,4
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,6	3,3	- 0,7	3,5	3,3	0,2	2,9	3,3	- 0,3
Biens et services des APU n.i.a.	0,9	0,4	0,6	0,7	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	0,7	- 5,8	- 19,1	- 16,1	- 16,7	- 20,4	- 25,5	- 18,5	- 27,2	- 9,6	- 19,0
Total biens et services	- 6,5	- 13,0	- 28,9	- 23,7	- 32,4	- 40,6	- 29,3	- 23,0	- 27,0	- 16,1	- 26,8
Biens	- 21,7	- 33,2	- 48,6	- 36,4	- 47,9	- 64,6	- 54,1	- 42,6	- 42,3	- 25,0	- 26,8
Recettes	386,3	397,1	409,2	337,8	383,1	422,1	436,4	438,5	437,2	460,5	458,4
Dépenses	408,0	430,3	457,8	374,1	431,0	486,6	490,6	481,1	479,5	485,5	485,2
Services	15,3	20,2	19,7	12,7	15,4	24,0	24,9	19,6	15,2	8,9	0,0
Recettes	131,7	143,6	152,3	139,2	152,6	169,9	182,6	191,4	205,7	216,4	212,8
Dépenses	116,4	123,5	132,6	126,5	137,2	145,9	157,8	171,8	190,4	207,5	212,8
Voyages	11,2	12,0	10,8	9,0	6,4	7,3	10,6	10,8	7,1	5,0	1,8
Recettes	36,9	39,6	38,5	35,5	35,5	39,3	41,8	42,6	43,8	40,4	38,4
Dépenses	25,7	27,6	27,7	26,5	29,0	32,0	31,1	31,8	36,7	35,4	36,6
Transports	- 3,0	- 1,0	- 0,7	0,1	0,3	- 0,7	0,2	- 3,5	- 3,0	- 2,8	- 4,4
Recettes	29,3	31,8	33,1	27,8	32,5	35,3	36,8	34,6	36,1	38,0	37,2
Dépenses	32,3	32,8	33,7	27,7	32,2	36,0	36,7	38,1	39,1	40,7	41,6
Autres services	7,1	9,2	9,6	3,6	8,7	17,4	14,0	12,3	11,1	6,7	2,6
Recettes	65,5	72,2	80,7	75,9	84,6	95,3	104,0	114,2	125,8	138,0	137,2
Dépenses	58,4	63,1	71,2	72,3	75,9	77,8	90,0	101,9	114,6	131,4	134,5
Revenus primaires	38,6	40,1	43,9	44,0	53,2	57,7	46,7	49,2	47,7	50,8	52,8
Rémunérations des salariés	10,4	10,9	11,9	12,3	13,1	14,8	16,1	16,8	17,5	19,4	20,1
Revenus d'investissements	21,1	22,9	25,2	24,3	31,1	35,0	22,3	23,9	21,3	21,7	27,8
Revenus d'investissements directs	27,9	25,0	26,2	26,3	36,2	40,5	37,6	39,0	40,5	40,4	42,7
Revenus d'investissements de portefeuille	- 2,1	5,8	8,4	1,4	- 3,6	- 6,0	- 16,0	- 15,7	- 19,7	- 18,0	- 14,8
Revenus des autres investissements	- 5,7	- 9,1	- 9,9	- 3,9	- 2,0	- 0,1	0,3	0,2	0,1	- 1,3	- 0,7
Revenus d'avoirs de réserve	1,0	1,2	0,5	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Autres revenus primaires	7,0	6,4	6,8	7,4	8,9	7,8	8,4	8,5	8,9	9,6	4,9
Revenus secondaires	- 31,5	- 32,9	- 34,1	- 36,5	- 37,4	- 37,5	- 43,0	- 44,6	- 47,9	- 44,3	- 45,0
Recettes	10,2	10,9	10,8	11,3	11,5	12,3	11,4	12,0	23,5	27,4	27,4
Dépenses	41,6	43,8	44,9	47,8	49,0	49,7	54,4	56,6	71,4	71,7	72,3
COMPTE DE CAPITAL	0,9	2,5	1,6	2,3	1,2	1,2	0,5	1,9	1,9	1,8	0,0
Recettes	2,3	2,8	2,0	2,7	1,9	2,2	1,5	2,4	2,8	2,6	1,3
Dépenses	1,4	0,3	0,4	0,4	0,7	1,1	1,0	0,5	0,9	0,7	1,3
COMPTE FINANCIER	- 24,8	0,3	- 33,4	- 39,2	- 1,2	- 56,5	- 37,3	- 14,5	- 7,8	- 12,2	- 28,8
Avoirs	466,4	476,9	125,9	110,9	193,5	- 28,9	- 144,4	- 162,2	204,4	179,3	258,1
Engagements	491,2	476,6	159,2	150,2	194,7	27,6	- 107,1	- 147,7	212,2	191,4	286,8
Investissements directs	41,0	34,4	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	- 2,4	26,2
Français à l'étranger	61,2	80,8	70,5	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	40,0	51,8
Étrangers en France	20,2	46,4	25,7	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	42,4	25,6
Investissements de portefeuille	107,9	121,2	- 25,7	- 236,0	- 116,8	- 240,9	- 39,4	- 59,7	- 17,9	46,4	- 3,6
Avoirs	259,7	206,9	97,7	78,4	- 30,0	- 167,7	- 18,3	43,6	69,7	51,0	47,5
Engagements	151,8	85,8	123,3	314,4	86,8	73,2	21,0	103,2	87,7	4,6	51,1
Instruments financiers dérivés	- 3,4	- 4,9	27,2	- 11,1	- 3,1	- 13,9	- 14,3	- 16,8	- 23,9	10,8	0,6
Avoirs	14,5	- 19,6	1,3	- 31,9	- 13,3	43,4	- 108,8	- 216,1	12,0	139,4	4,2
Engagements	17,9	- 14,6	- 25,9	- 20,7	- 10,2	57,3	- 94,5	- 199,3	35,9	128,6	3,6
Autres investissements	- 179,1	- 150,8	- 71,2	151,4	87,1	189,6	- 2,8	73,9	- 2,2	- 74,2	- 54,2
Avoirs	122,2	208,2	- 35,1	- 14,2	194,7	64,0	- 48,9	- 3,6	84,5	- 58,3	152,3
Engagements	301,3	359,1	36,1	- 165,6	107,6	- 125,7	- 46,2	- 77,5	86,6	15,9	206,5
Avoirs de réserve	8,8	0,5	- 8,5	6,0	5,8	- 5,5	4,0	- 1,5	0,7	7,2	2,2
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	- 26,4	3,6	- 15,9	- 25,4	14,3	- 37,3	- 12,4	2,1	17,5	- 4,4	- 9,8

0-2 Position extérieure

0-2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2006 à 2016 en valeur mixte

(en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs en valeur mixte	250,4	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	519,8	533,0
Français à l'étranger	625,3	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 152,6	1 194,7
Étrangers en France	374,9	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	632,8	661,8
Investissements de portefeuille	- 112,0	26,2	9,4	- 219,2	- 320,8	- 546,6	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 772,0	- 771,6
Titres étrangers	1 851,0	2 014,1	1 872,1	2 070,8	2 100,1	1 865,6	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 313,5	2 384,7
Actions et titres d'OPC	544,3	561,7	341,1	448,4	498,3	401,4	494,7	589,0	634,8	659,2	701,8
Titres de créance à long terme	1 170,7	1 325,8	1 312,4	1 369,9	1 362,9	1 256,7	1 271,8	1 306,4	1 435,4	1 468,8	1 493,2
Titres de créance à court terme	136,1	126,7	218,5	252,4	239,0	207,5	224,5	187,8	197,2	185,5	189,7
Titres français	1 963,0	1 987,9	1 862,7	2 290,0	2 420,9	2 412,2	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 085,5	3 156,3
Actions et titres d'OPC	752,0	720,3	449,0	573,2	579,3	500,6	614,7	731,8	743,1	783,9	826,0
Titres de créance à long terme	1 104,4	1 152,3	1 242,2	1 467,6	1 595,5	1 671,9	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 082,8	2 108,1
Titres de créance à court terme	106,7	115,3	171,5	249,2	246,2	239,7	203,0	232,6	242,2	218,7	222,3
Pour mémoire : valeurs du Trésor	541,8	573,0	696,9	831,2	886,8	907,0	978,3	1 017,3	1 138,7	1 133,0	1 121,2
Instruments financiers dérivés	20,0	- 80,3	- 51,0	- 71,7	- 47,8	- 44,5	- 45,2	- 62,1	- 59,6	- 32,6	- 11,2
Créances	585,2	587,6	1 060,6	926,6	825,8	1 092,2	1 080,2	809,7	1 043,7	823,2	854,1
Engagements	565,2	667,9	1 111,6	998,3	873,6	1 136,6	1 125,4	871,8	1 103,3	855,8	865,3
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 322,2	- 459,6	- 574,3	- 416,8	- 347,0	- 144,8	- 162,8	- 85,2	- 98,3	- 186,1	- 240,4
Créances	1 216,6	1 438,5	1 402,3	1 388,1	1 617,8	1 710,0	1 610,1	1 575,5	1 712,1	1 713,6	1 777,2
Engagements	1 538,8	1 898,1	1 976,5	1 804,9	1 964,8	1 854,8	1 773,0	1 660,7	1 810,4	1 899,8	2 017,6
Banque de France	- 7,7	- 59,2	- 199,0	- 163,4	- 126,9	- 208,9	- 206,2	- 163,1	- 171,5	- 163,5	- 159,3
Autre participations	nd	nd	0,8	0,8	1,1	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Numéraire et dépôts	nd	nd	- 119,2	- 70,5	- 37,2	- 98,7	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9	- 77,7
Prêts	nd	nd	- 79,4	- 82,7	- 78,9	- 99,5	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3	- 70,1
Droits de tirage spéciaux	nd	nd	- 1,2	- 11,0	- 11,8	- 12,0	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9	- 12,9
Administrations publiques	27,8	20,4	14,2	16,3	20,3	26,1	29,7	42,3	44,7	47,7	49,4
Autres participations	nd	nd	16,3	16,7	17,7	18,5	24,9	32,9	38,2	40,0	40,5
Numéraire et dépôts	nd	nd	- 17,5	- 14,4	- 13,7	- 14,5	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5	- 8,2
Prêts	nd	nd	3,1	5,6	8,8	15,5	13,9	15,7	13,6	10,8	9,5
Crédits commerciaux et avances à la commande	nd	nd	12,3	8,3	7,5	6,6	5,7	5,2	5,2	8,3	7,5
Institutions financières monétaires	- 309,2	- 375,4	- 286,2	- 202,5	- 172,1	82,3	37,1	66,1	44,2	- 56,8	- 99,7
Numéraire et dépôts	nd	nd	- 575,5	- 510,6	- 560,9	- 298,5	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 471,1	- 557,4
Prêts	nd	nd	289,5	307,8	389,2	380,0	370,0	359,2	401,1	414,1	457,7
Autres comptes à payer/ à recevoir	nd	nd	- 0,2	0,2	- 0,4	0,8	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3	0,1
Autres secteurs^{a)}	- 33,1	- 45,4	- 103,3	- 67,1	- 68,3	- 44,4	- 23,4	- 30,4	- 15,6	- 13,5	- 30,8
Numéraire et dépôts	nd	nd	83,5	137,3	216,8	225,1	261,2	227,0	250,6	298,8	308,3
Prêts	nd	nd	- 191,9	- 209,0	- 281,6	- 258,8	- 266,0	- 238,5	- 238,8	- 277,3	- 298,3
Crédits commerciaux et avances à la commande	nd	nd	5,4	5,6	- 3,4	- 10,6	- 18,6	- 18,8	- 26,1	- 32,7	- 38,6
Autres secteurs - Autres comptes à payer/à recevoir	nd	nd	- 0,4	- 1,0	- 0,1	0,0	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1
Réserves techniques d'assurance	nd	- 1,1	- 2,1	- 2,1							
Avoirs de réserve	74,6	78,6	74,0	92,4	124,5	133,1	139,9	105,1	118,2	126,9	139,2
Total créances	4 352,7	4 805,0	5 080,2	5 255,7	5 546,0	5 765,3	5 785,6	5 534,6	6 207,4	6 129,9	6 350,0
Total engagements	4 441,9	4 977,5	5 355,4	5 543,0	5 731,2	5 943,8	6 053,4	5 885,1	6 543,1	6 473,8	6 701,0
Position extérieure	- 89,2	- 172,6	- 275,2	- 287,3	- 185,2	- 178,4	- 267,8	- 350,5	- 335,7	- 344,0	- 351,0

a) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

Note : Les investissements directs sont présentés selon la règle du principe directionnel étendu

nd: informations non disponibles

0-2b Créesances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Créesances	Dettes	Net	Créesances	Dettes	Net	Créesances	Dettes	Net
Total	3 685	4 495	- 810	3 736	4 591	- 855	3 846	4 735	- 889
Euro	2 778	3 357	- 579	2 797	3 371	- 575	2 800	3 379	- 579
US dollar	544	729	- 185	557	800	- 243	643	931	- 287
Yen	157	94	63	154	91	63	188	108	80
Livre sterling	94	174	- 81	107	188	- 81	93	166	- 73
Yuan	8	9	0	7	8	- 1	4	6	- 2
Autres monnaies	105	132	- 27	114	133	- 19	118	146	- 28
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	1 884	2 042	- 158	1 870	2 066	- 196	1 899	2 169	- 270
Euro	1 204	1 252	- 48	1 187	1 227	- 40	1 139	1 226	- 87
US dollar	387	505	- 117	386	538	- 152	444	626	- 182
Yen	159	84	74	146	81	64	174	99	75
Livre sterling	69	105	- 36	81	123	- 43	69	106	- 37
Yuan	6	7	- 1	4	5	- 1	2	4	- 2
Autres monnaies	59	90	- 31	67	91	- 25	71	107	- 35
Administrations publiques	92	1 326	- 1 234	93	1 323	- 1 230	90	1 316	- 1 226
Euro	87	1 278	- 1 192	87	1 268	- 1 181	84	1 251	- 1 167
US dollar	5	35	- 30	6	44	- 38	6	56	- 50
Yen	0	1	- 1	0	1	- 1	0	1	- 1
Livre sterling	0	7	- 7	0	5	- 5	0	3	- 3
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres monnaies	0	5	- 5	0	5	- 5	0	5	- 5
Autres secteurs	1 329	751	577	1 364	812	552	1 429	863	565
Euro	1 225	542	683	1 244	587	658	1 297	617	681
US dollar	72	131	- 59	77	152	- 75	84	180	- 96
Yen	- 4	7	- 11	6	7	- 1	12	6	5
Livre sterling	14	48	- 34	15	44	- 29	14	42	- 27
Yuan	0	1	- 1	1	1	0	0	1	0
Autres monnaies	21	22	- 1	20	21	- 1	21	18	3
Prêts inter-entreprises ^{a)}	381	375	5	410	390	20	428	387	41
Euro	263	285	- 22	279	290	- 11	280	285	- 5
US dollar	80	58	21	88	66	22	109	69	41
Yen	2	1	1	2	1	1	2	2	1
Livre sterling	11	15	- 4	11	16	- 4	10	15	- 5
Yuan	2	1	1	2	2	1	2	1	1
Autres monnaies	24	15	9	27	15	11	26	16	10

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale ou la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2015) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2015).

0-2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Total	1 044	1 103	- 60	823	856	- 33	854	865	- 11
Euro	612	649	- 36	450	472	- 22	456	460	- 4
US dollar	284	281	3	237	229	8	242	217	26
Yen	51	58	- 7	40	52	- 11	52	56	- 4
Livre sterling	42	44	- 1	38	43	- 5	40	43	- 3
Autres monnaies	54	72	- 18	58	61	- 2	64	90	- 26

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et inversement, une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

0-2d Les flux d'investissements directs de la France

(Données annuelles - présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Créances : acquisition nette d'actifs financiers (A = B + C + D)	103,9	96,6	90,9	63,6	54,8	45,0	40,3	13,3	39,8	37,5	58,4
Capital social (B)	58,3	56,6	61,0	40,3	28,6	28,4	40,5	3,3	21,0	18,0	36,3
Bénéfices réinvestis (C)	26,1	26,0	8,4	9,6	19,7	8,0	10,8	8,5	7,6	4,0	6,5
Prêts intragroupes (D)	19,5	14,0	21,6	13,7	6,5	8,7	- 10,9	1,5	11,2	15,5	15,6
Engagements : accroissement net des passifs financiers (E = F + G + H)	62,9	62,2	46,0	13,1	29,0	30,8	25,3	23,8	4,3	39,9	32,2
Capital social (F)	21,8	22,0	15,0	14,5	11,5	21,2	10,7	20,0	9,4	28,7	27,5
Bénéfices réinvestis (G)	9,5	10,8	1,8	- 2,3	6,3	- 1,6	6,2	6,6	5,1	6,8	5,8
Prêts intragroupes (H)	31,6	29,3	29,2	1,0	11,1	11,2	8,3	- 2,8	- 10,1	4,4	- 1,0
Créances / engagements : investissements directs nets (I = A - E)	41,0	34,4	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	- 2,4	26,2
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (J)	61,2	80,8	70,5	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	40,0	51,8
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (K)	20,2	46,4	25,7	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	42,4	25,6
Principe directionnel : investissements directs nets (L = I = J - K)	41,0	34,4	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	- 2,4	26,2

0-2e La position de la France en investissements directs

(Données annuelles - présentation selon la méthode actifs-passifs et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Actifs : investissements directs français à l'étranger (A = B + C)	868,0	939,3	948,8	1 044,6	1 165,3	1 252,2	1 295,3	1 284,2	1 393,4	1 485,9	1 532,5
Capitaux propres (B)	619,3	682,7	672,6	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 076,3	1 104,0
Prêts intragroupes (C)	248,7	256,6	276,1	287,6	301,0	358,1	346,8	343,9	380,6	409,7	428,4
Passifs : investissements directs étrangers en France (D = E + F)	617,6	676,8	682,0	716,6	759,4	827,8	846,5	875,2	904,0	966,1	999,5
Capitaux propres (E)	392,7	426,1	403,8	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,4	612,0
Prêts intragroupes (F)	224,9	250,7	278,2	282,5	298,6	367,0	376,1	373,2	375,2	389,7	387,5
Actifs / passifs : position nette en investissements directs (G = A - D)	250,4	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	519,8	533,0
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (H)	625,3	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 152,1	1 194,7
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (I)	374,9	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	632,3	661,8
Principe directionnel : position nette en investissements directs (J = G - H - I)	250,4	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	519,8	533,0

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	437,2	479,5	- 42,3	460,5	485,5	- 25,0	458,4	485,2	- 26,8
Marchandises	418,6	479,5	- 60,9	437,6	485,5	- 47,8	436,1	485,2	- 49,1
Données douanières	436,1	494,4	- 58,3	455,5	500,7	- 45,1	453,0	500,9	- 47,9
Corrections et ajustements	- 19,6	- 19,9	0,3	- 19,5	- 19,1	- 0,4	- 18,0	- 18,3	0,3
Soutage et avitaillement	2,0	4,9	- 2,9	1,6	3,9	- 2,3	1,1	2,6	- 1,5
Négoce international	18,6		18,6	22,8		22,8	22,2		22,2
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 72,1		- 72,1	- 77,2		- 77,2	- 74,6		- 74,6
Négoce (biens revendus – exportations)	90,7		90,7	100,0		100,0	96,9		96,9

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises

(en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en %)	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en %)	Montant en 2016	Variation 2016/2015 (en milliards)
Zone euro	205,7	0,2	242,0	- 0,1	- 36,3	0,7
dont : Allemagne	71,5	0,0	85,8	- 1,3	- 14,3	1,1
Italie	32,5	1,4	38,3	1,4	- 5,9	- 0,1
Espagne	33,3	2,1	32,4	2,6	0,9	- 0,2
Royaume-Uni	31,3	- 1,2	19,5	- 0,4	11,7	- 0,3
Nouveaux États membres de l'Union européenne ^{a)}	25,3	3,5	31,5	6,4	- 6,2	- 1,1
Amérique	48,3	- 1,4	48,1	1,7	0,3	- 1,5
dont : États-Unis	32,7	0,1	36,0	2,8	- 3,3	- 1,0
Asie	56,3	- 1,3	87,3	1,1	- 31,0	- 1,7
dont : Japon	6,3	- 0,6	9,4	11,1	- 3,1	- 1,0
Chine et Hong Kong	21,4	- 4,8	47,3	- 1,3	- 25,9	- 0,5
Proche et Moyen-Orient	14,1	- 7,2	8,4	- 9,8	5,7	- 0,2

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects – DGDDI (données brutes).

Calculs : Banque de France.

1.3 Transports

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Maritimes	12,6	8,4	4,3	13,1	8,9	4,2	11,5	8,3	3,3
Fret	11,7	3,5	8,2	11,9	3,3	8,6	10,5	3,2	7,3
<i>dont fabisation a)</i>	0,7	1,3	- 0,6	0,6	1,2	- 0,6	0,6	1,2	- 0,6
Passagers	0,3	0,0	0,2	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3
Autres frais b)	0,7	4,8	- 4,2	0,9	5,6	- 4,7	0,7	5,1	- 4,3
Aériens	10,8	12,9	- 2,0	11,2	12,7	- 1,5	11,5	13,0	- 1,5
Fret	1,6	2,0	- 0,4	1,3	2,1	- 0,8	1,3	2,1	- 0,8
<i>dont fabisation a)</i>	0,2	0,5	- 0,2	0,3	0,5	- 0,3	0,3	0,5	- 0,3
Passagers	5,9	6,8	- 0,9	6,2	6,7	- 0,5	6,3	6,9	- 0,6
Autres frais b)	3,3	4,1	- 0,8	3,7	4,0	- 0,2	4,0	4,1	- 0,1
Autres transports	12,6	17,8	- 5,2	13,6	19,1	- 5,5	14,2	20,3	- 6,1
Spatiaux	1,0		1,0	1,1	0,1	1,0	1,1	0,0	1,1
Ferroviaires	1,1	1,3	- 0,2	1,2	1,6	- 0,4	1,3	1,7	- 0,4
Fret	0,6	0,8	- 0,2	0,6	1,0	- 0,3	0,7	0,9	- 0,3
<i>dont fabisation a)</i>	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Passagers	0,4	0,5	- 0,1	0,5	0,6	- 0,2	0,5	0,7	- 0,2
Autres frais b)	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Routiers	6,3	11,9	- 5,6	6,0	12,4	- 6,4	6,1	13,2	- 7,1
Fret	4,9	11,3	- 6,4	4,7	11,8	- 7,1	4,7	12,5	- 7,8
<i>dont fabisation a)</i>	0,8	4,3	- 3,4	0,9	4,4	- 3,5	0,9	4,5	- 3,6
Passagers	0,2	0,0	0,1	0,4	0,1	0,3	0,4	0,1	0,3
Autres frais b)	1,2	0,6	0,7	0,9	0,5	0,4	1,0	0,6	0,4
Autres	4,2	4,6	- 0,4	5,3	5,0	0,3	5,7	5,4	0,3
<i>dont fabisation a), c)</i>	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total	36,1	39,1	- 3,0	38,0	40,7	- 2,8	37,2	41,6	- 4,4

a) La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabisation des transports fluviaux, oleoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.4 Ventilation géographique des échanges de voyages

(en milliards d'euros)

1. TRANSACTIONS COURANTES

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	28,6	21,6	7,0	26,0	21,8	4,2	24,5	22,5	2,0
Union économique et monétaire (à 19)	22,6	17,7	4,9	20,1	18,2	1,9	18,8	18,6	0,2
dont : Allemagne	7,0	2,9	4,1	5,8	2,9	2,9	5,6	2,8	2,9
Autriche	0,4	0,3	0,1	0,2	0,3	- 0,1	0,3	0,4	0,0
Belgique	4,9	1,7	3,2	4,9	1,9	3,0	5,0	2,1	3,0
Espagne	2,5	5,0	- 2,5	2,3	5,3	- 3,1	2,1	5,6	- 3,5
Grèce	0,1	0,9	- 0,8	0,0	1,2	- 1,2	0,0	0,9	- 0,9
Irlande	0,5	0,7	- 0,2	0,2	0,5	- 0,2	0,2	0,5	- 0,3
Italie	3,0	3,4	- 0,3	2,9	3,3	- 0,4	2,5	3,4	- 0,8
Luxembourg	0,7	1,2	- 0,4	0,7	1,0	- 0,3	0,6	1,1	- 0,5
Pays-Bas	2,5	0,5	2,0	2,1	0,5	1,7	1,6	0,5	1,1
Portugal	0,5	0,8	- 0,3	0,5	0,8	- 0,3	0,5	1,0	- 0,5
Autres pays de l'Union européenne	6,0	3,9	2,1	6,0	3,7	2,3	5,8	3,9	1,9
dont : Danemark	0,4	0,1	0,4	0,4	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1
Roumanie	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Royaume-Uni	4,6	2,9	1,7	4,6	2,6	2,0	4,7	2,8	1,9
Suède	0,4	0,1	0,3	0,4	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2
Reste du monde	15,2	15,1	0,1	14,4	13,6	0,8	13,8	14,1	- 0,2
dont : Algérie	0,6	0,3	0,3	0,6	0,2	0,4	0,7	0,2	0,6
Australie	0,8	0,3	0,5	0,7	0,3	0,4	0,7	0,2	0,5
Brésil	1,0	0,2	0,8	0,8	0,2	0,6	0,6	0,2	0,5
Canada	0,7	0,5	0,2	0,6	0,5	0,1	0,6	0,6	- 0,1
Chine	0,7	0,3	0,4	1,0	0,4	0,6	0,9	0,3	0,6
Croatie	0,0	0,3	- 0,3	0,0	0,3	- 0,2	0,0	0,3	- 0,2
Égypte	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
États-Unis	2,4	2,0	0,4	2,3	1,6	0,7	2,1	2,0	0,1
Inde	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
Japon	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0
Maroc	0,4	0,9	- 0,5	0,4	0,6	- 0,2	0,3	0,5	- 0,2
Mexique	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,2	- 0,1	0,2	0,2	0,0
Norvège	0,3	0,3	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	- 0,2
République dominicaine	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2
Russie	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1
Suisse	3,9	1,4	2,5	3,7	1,4	2,3	3,8	1,6	2,2
Thaïlande	0,0	0,3	- 0,2	0,1	0,2	- 0,2	0,1	0,3	- 0,2
Tunisie	0,2	0,4	- 0,2	0,1	0,2	- 0,1	0,2	0,1	0,0
Turquie	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,1	0,0
Vietnam	0,0	0,2	- 0,2	0,1	0,2	- 0,1	0,0	0,2	- 0,2
Total	43,8	36,7	7,1	40,4	35,4	5,0	38,4	36,6	1,8

Note : Voir « définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.5 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et voyages

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	65,5	70,9	- 5,5	73,6	81,0	- 7,4	73,3	82,8	- 9,5
Union économique et monétaire (à 19)	45,5	49,7	- 4,2	51,0	58,4	- 7,4	51,4	60,2	- 8,8
dont : Allemagne	12,7	16,6	- 3,9	14,6	20,7	- 6,0	13,3	20,9	- 7,6
Autriche	0,4	0,7	- 0,3	0,4	0,7	- 0,4	0,3	0,7	- 0,3
Belgique	6,4	7,2	- 0,8	7,0	8,3	- 1,4	7,1	8,3	- 1,1
Espagne	4,7	3,9	0,7	5,2	4,0	1,2	5,3	4,2	1,2
Finlande	0,3	0,3	0,0	0,4	0,3	0,1	0,4	0,3	0,0
Grèce	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Irlande	3,5	5,0	- 1,4	3,6	5,9	- 2,3	4,7	6,5	- 1,8
Italie	5,0	5,1	- 0,1	5,5	5,5	0,0	5,0	4,7	0,3
Luxembourg	4,1	2,8	1,3	4,4	3,3	1,1	4,8	3,7	1,1
Pays-Bas	6,7	6,5	0,2	8,2	7,8	0,3	8,5	9,2	- 0,7
Portugal	1,0	1,0	0,1	1,2	1,3	- 0,1	1,1	1,2	- 0,1
Autres pays de l'Union européenne	20,0	21,2	- 1,3	22,6	22,6	0,0	21,9	22,6	- 0,7
dont : Danemark	0,8	0,7	0,2	1,3	0,9	0,4	1,5	1,2	0,3
Hongrie	0,2	0,3	- 0,1	0,3	0,4	- 0,1	0,4	0,4	0,0
Pologne	0,9	1,3	- 0,4	1,0	1,3	- 0,3	0,9	1,4	- 0,4
République tchèque	0,5	0,7	- 0,2	0,7	0,7	0,1	0,9	0,7	0,3
Roumanie	0,4	1,0	- 0,6	0,4	1,3	- 0,9	0,3	1,1	- 0,8
Royaume-Uni	14,5	14,8	- 0,3	16,1	15,5	0,6	15,1	15,3	- 0,2
Suède	1,8	2,1	- 0,2	1,8	2,0	- 0,2	1,9	2,1	- 0,2
Reste du monde	60,3	43,7	16,6	64,4	50,4	14,1	63,9	51,7	12,1
dont : Afrique du Sud	0,4	0,2	0,2	0,6	0,2	0,4	0,6	0,2	0,4
Algérie	0,6	0,2	0,4	0,6	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3
Angola	1,6	0,5	1,0	2,2	1,1	1,0	2,6	1,7	0,9
Arabie saoudite	1,2	0,3	0,9	1,2	0,2	0,9	1,1	0,3	0,8
Australie	0,6	0,4	0,2	0,7	0,3	0,3	0,6	0,3	0,3
Bahreïn	0,2	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Brésil	1,0	1,0	0,0	1,1	0,9	0,1	0,9	0,8	0,1
Canada	0,8	1,1	- 0,3	0,8	1,1	- 0,2	0,9	1,0	- 0,2
Chine	2,3	1,6	0,7	2,5	4,0	- 1,5	2,2	4,3	- 2,1
Corée du Sud	1,4	1,0	0,5	1,5	0,9	0,6	1,6	0,5	1,1
Égypte	0,3	0,2	0,1	0,6	0,3	0,3	0,7	0,3	0,4
Émirats arabes unis	1,0	0,8	0,2	1,4	0,9	0,5	1,5	1,0	0,5
États-Unis	15,2	14,3	0,9	17,1	17,2	- 0,1	17,6	17,4	0,2
Hong Kong	0,5	1,0	- 0,5	0,6	0,8	- 0,1	0,6	1,1	- 0,4
Inde	0,7	1,3	- 0,6	0,9	1,1	- 0,2	0,8	1,2	- 0,4
Japon	1,7	1,2	0,5	2,1	1,4	0,7	2,2	1,5	0,7
Maroc	0,7	1,3	- 0,6	0,8	1,1	- 0,3	0,7	1,3	- 0,5
Mexique	0,7	0,1	0,6	0,5	0,2	0,4	0,5	0,2	0,3
Nigeria	0,7	0,2	0,5	0,7	0,1	0,6	0,5	0,1	0,4
Norvège	1,6	1,5	0,1	1,2	1,3	- 0,1	0,9	0,9	- 0,1
Qatar	0,8	0,2	0,6	0,8	0,3	0,5	0,7	0,2	0,6
Russie	1,4	0,5	0,9	0,8	0,7	0,1	1,8	0,6	1,2
Singapour	2,6	1,0	1,6	2,6	1,4	1,2	2,4	1,1	1,3
Suisse	9,9	6,8	3,2	9,4	6,6	2,9	9,5	7,4	2,1
Tunisie	0,2	1,2	- 1,0	0,3	1,2	- 0,9	0,3	1,8	- 1,5
Turquie	0,5	0,3	0,2	0,7	0,4	0,3	0,8	0,4	0,4
Total	125,8	114,6	11,1	138,0	131,4	6,7	137,2	134,5	2,6

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.6 Autres services

(en milliards d'euros)

1. TRANSACTIONS COURANTES

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7,5	7,6	- 0,1	7,8	7,4	0,4	7,4	6,4	1,0
Services d'entretien et de réparation n.i.a	5,1	3,4	1,7	5,3	4,0	1,3	5,4	4,3	1,0
Construction	2,6	2,2	0,4	2,9	2,1	0,9	2,4	1,9	0,6
Services d'assurance et de pension	4,8	5,5	- 0,7	3,5	5,5	- 2,0	6,8	8,2	- 1,5
Services financiers	9,7	5,1	4,7	10,5	5,8	4,7	10,7	5,8	4,9
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	<i>5,9</i>	<i>3,8</i>	<i>2,0</i>	<i>6,3</i>	<i>4,5</i>	<i>1,9</i>	<i>6,5</i>	<i>4,5</i>	<i>2,0</i>
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	<i>3,9</i>	<i>1,3</i>	<i>2,6</i>	<i>4,1</i>	<i>1,3</i>	<i>2,8</i>	<i>4,2</i>	<i>1,3</i>	<i>2,9</i>
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	11,0	9,6	1,4	13,6	13,0	0,6	14,0	11,9	2,1
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	14,3	14,9	- 0,7	15,7	15,9	- 0,2	15,6	16,2	- 0,6
Autres services aux entreprises	67,2	62,6	4,6	74,5	74,5	0,1	71,4	76,6	- 5,2
<i>Services de recherche et développement</i>	<i>10,5</i>	<i>11,4</i>	<i>- 0,9</i>	<i>11,3</i>	<i>13,0</i>	<i>- 1,7</i>	<i>11,1</i>	<i>12,9</i>	<i>- 1,8</i>
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	<i>17,2</i>	<i>15,1</i>	<i>2,1</i>	<i>17,0</i>	<i>17,8</i>	<i>- 0,8</i>	<i>18,4</i>	<i>20,5</i>	<i>- 2,1</i>
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	<i>39,5</i>	<i>36,1</i>	<i>3,4</i>	<i>46,2</i>	<i>43,7</i>	<i>2,6</i>	<i>41,8</i>	<i>43,2</i>	<i>- 1,4</i>
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,6	3,3	- 0,7	3,5	3,3	0,2	2,9	3,3	- 0,3
Biens et services des APU n.i.a.	0,9	0,4	0,6	0,7	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

1.7 Revenus primaires

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	18,6	1,1	17,5	20,9	1,4	19,4	21,5	1,3	20,1
Revenus des investissements	125,2	103,9	21,3	129,4	107,8	21,7	128,7	100,9	27,8
Revenus d'investissements directs	59,2	18,8	40,5	63,8	23,4	40,4	66,8	24,1	42,7
Dividendes	49,8	11,1	38,6	57,9	14,1	43,8	57,9	15,7	42,3
Bénéfices réinvestis	7,6	5,1	2,6	4,0	6,8	- 2,8	6,5	5,8	0,7
Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés	1,8	2,5	- 0,7	1,9	2,5	- 0,6	2,4	2,7	- 0,3
Revenus d'investissements de portefeuille	54,4	74,1	- 19,7	54,4	72,4	- 18,0	50,0	64,8	- 14,8
<i>dont revenus des actions et des OPC</i>	11,5	21,5	- 10,1	13,4	21,8	- 8,4	11,8	19,1	- 7,4
Revenus des autres investissements	11,1	11,0	0,1	10,7	12,0	- 1,3	11,3	12,0	- 0,7
<i>Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement</i>	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2
Intérêts	10,8	10,4	0,4	10,3	11,2	- 1,0	10,8	11,5	- 0,7
<i>Revenus attribués aux assurés</i>	0,2	0,6	- 0,4	0,2	0,8	- 0,5	0,3	0,6	- 0,3
Revenus des avoirs de réserve	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5
Autres revenus primaires	10,8	2,0	8,9	11,9	2,3	9,6	8,7	3,8	4,9
Total	154,6	106,9	47,7	162,2	111,5	50,8	158,9	106,1	52,8

Notes : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

1.8 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie

1. TRANSACTIONS COURANTES

(en milliards d'euros)

	Recettes					Dépenses				
	2013	2014	2015	2016 ^{a)}	2016 (en %)	2013	2014	2015	2016 ^{a)}	2016 (en %)
Union européenne (à 28)	28,1	31,4	35,2	36,5	54,6	16,5	14,8	17,8	18,0	74,7
Union économique et monétaire (à 19)	20,7	22,6	25,6	27,3	40,9	14,0	12,5	14,8	15,1	62,7
dont : Allemagne	3,9	3,5	3,6	5,7	8,5	1,7	1,9	2,0	1,8	7,5
Belgique	5,4	5,8	5,8	6,0	9,0	1,9	1,1	2,7	2,5	10,4
Espagne	1,3	2,1	2,4	2,3	3,4	0,8	0,7	0,9	0,9	3,7
Irlande	0,8	1,4	1,8	1,8	2,7	0,3	0,4	0,3	0,2	0,8
Italie	1,5	1,4	2,1	1,9	2,8	0,3	0,3	0,4	0,4	1,7
Luxembourg	1,2	2,0	1,9	1,8	2,7	2,5	2,6	3,2	3,8	15,8
Pays-Bas	6,1	5,7	6,9	6,6	9,9	6,8	5,3	5,0	5,1	21,2
Portugal	0,3	0,3	0,5	0,5	0,7	0,0	0,0	0,1	0,1	0,4
Autres pays de l'Union européenne	7,4	8,8	9,6	9,2	13,8	2,5	2,3	3,0	2,9	12,0
dont : Pologne	1,0	1,0	1,9	1,9	2,8	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,4
République tchèque	0,9	0,9	1,0	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,3	0,3	0,4	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	4,6	5,5	5,1	4,8	7,2	2,2	2,0	2,4	2,4	10,0
Suède	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	1,2
Reste du monde	31,1	27,8	28,6	30,3	45,4	3,7	3,9	5,6	6,1	25,3
dont : Brésil	0,6	1,0	0,2	- 0,1	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	- 0,5	- 0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Chine	1,4	1,6	2,5	2,4	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis	5,5	4,1	8,3	8,6	12,9	1,8	1,7	2,6	2,8	11,6
Hong-Kong	1,2	1,5	1,3	1,1	1,7%	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Inde	0,1	0,1	0,4	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,8	0,7	0,5	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	2,5	2,5	1,8	2,6	3,9	0,4	0,4	0,5	0,5	2,1
Maroc	0,6	0,4	0,6	0,6	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	1,3	1,5	0,7	0,7	1,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,4
Russie	1,0	0,3	0,0	- 0,2	- 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	1,4	1,5	1,3	1,2	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	4,5	3,6	4,1	3,8	5,7	1,6	1,5	2,0	2,2	9,1
Turquie	0,3	0,3	0,4	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	59,2	59,2	63,8	66,8	100,0	20,2	18,7	23,4	24,1	100,0

Notes : voir « Définition des zones géographiques » dans la partie méthodologie à la fin du présent Rapport.

Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupes, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

a) Pour l'année 2016, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.

1.9 Revenus secondaires

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	5,9	35,4	- 29,5	6,6	34,8	- 28,3	6,0	35,7	- 29,7
Prestations sociales		7,3	- 7,3	0,0	7,4	- 7,4	0,0	7,4	- 7,4
Coopération internationale	1,9	7,6	- 5,8	2,0	7,4	- 5,4	1,7	7,3	- 5,6
<i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>		0,8	- 0,8		0,9	- 0,9		0,9	- 0,9
Ressources propres des institutions de l'Union européenne		19,2	- 19,2		19,4	- 19,4		20,4	- 20,4
Autres transferts des APU	4,0	1,3	2,7	4,5	0,7	3,8	4,3	0,5	3,8
Revenus secondaires des autres secteurs	17,6	35,9	- 18,4	20,8	36,8	- 16,0	21,3	36,6	- 15,3
dont transferts courants divers	5,3	21,2	- 15,9	5,9	19,1	- 13,3	5,6	18,3	- 12,8
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	0,5	9,2	- 8,8	0,5	9,8	- 9,2	0,6	10,0	- 9,4
Total	23,5	71,4	- 47,9	27,4	71,7	- 44,3	27,4	72,3	- 45,0

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu^{a)} Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2008	44,8	70,5	61,0	8,4	1,2
2009	50,5	72,6	40,3	9,6	22,7
2010	25,9	36,4	28,6	19,7	- 11,9
2011	14,2	37,0	28,4	8,0	0,7
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	35,5	37,5	21,0	7,6	8,9
2015	- 2,4	40,0	18,0	4,0	18,0
2016	26,2	51,8	36,3	6,5	9,0

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie du 6^e manuel de balance des paiements : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français ; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total de ses composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{a)}
2008	44,8	25,7	15,0	1,8	8,8
2009	50,5	22,1	14,5	- 2,3	10,0
2010	25,9	10,5	11,5	6,3	- 7,4
2011	14,2	22,8	21,2	- 1,6	3,1
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	35,5	2,0	9,4	5,1	- 12,4
2015	- 2,4	42,4	28,7	6,8	6,9
2016	26,2	25,6	27,5	5,8	- 7,6

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie
des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015	2016
Union européenne (à 28)	16,6	21,7	30,7	31,0
Union économique et monétaire (à 19)	14,4	11,6	20,5	35,9
dont : Allemagne	- 1,1	- 0,4	2,2	13,1
Belgique	13,5	- 3,0	- 5,6	12,1
Espagne	5,1	- 0,7	2,7	2,4
Irlande	- 0,3	1,9	3,7	- 2,4
Italie	0,3	2,1	5,9	11,5
Luxembourg	1,5	- 2,6	3,8	- 4,3
Pays-Bas	- 3,3	13,6	4,5	2,9
Autres pays de l'Union européenne	2,2	10,1	10,3	- 4,9
dont : Pologne	0,5	1,6	2,7	0,1
République tchèque	0,1	0,3	0,1	0,3
Roumanie	- 0,4	0,1	0,2	- 0,1
Royaume-Uni	2,7	8,7	6,8	- 3,6
Suède	- 0,5	- 0,3	- 0,2	- 1,5
Reste du monde	- 1,3	15,8	9,3	20,8
dont : Angola	- 0,3	- 0,2	- 1,1	- 0,3
Australie	- 0,5	1,0	0,1	- 0,6
Bahamas	0,0	- 0,9	0,6	0,0
Bermudes	0,6	- 2,0	- 0,1	1,0
Brésil	0,4	3,9	- 5,3	- 0,2
Canada	- 0,4	0,8	- 0,2	- 0,4
Chine	1,7	1,5	0,4	0,7
Égypte	- 1,7	0,4	- 0,2	- 0,1
Emirats arabes unis	- 1,0	- 0,4	1,0	- 0,2
États-Unis	- 7,7	8,5	6,9	16,7
Hong Kong	0,2	0,1	1,7	- 0,3
Îles Vierges britanniques	0,9	- 0,1	- 0,3	- 0,6
Inde	0,5	0,8	1,0	0,4
Japon	0,2	1,5	0,0	- 0,1
Kazakhstan	0,0	- 0,4	1,3	- 0,8
Maroc	1,3	- 3,7	0,7	0,5
Nigeria	0,8	0,7	- 0,3	0,3
Norvège	1,3	1,1	0,0	- 0,4
Qatar	0,2	0,1	- 1,3	- 0,3
Russie	1,8	0,9	0,7	0,9
Singapour	- 0,5	1,0	0,5	0,8
Suisse	0,8	- 3,9	- 0,5	2,5
Turquie	0,5	0,2	0,6	0,1
Total	15,3	37,5	40,0	51,8

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie
des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015	2016
Union européenne (à 28)	13,0	7,1	23,1	26,7
Union économique et monétaire (à 19)	9,4	1,1	9,6	23,8
dont : Allemagne	- 1,3	- 1,8	5,0	0,1
Belgique	- 8,0	- 0,4	4,5	- 0,7
Espagne	1,2	- 4,7	1,6	- 0,4
Finlande	- 0,4	0,3	- 0,2	12,4
Irlande	- 0,4	5,1	- 0,5	- 1,1
Italie	2,1	0,0	1,5	1,2
Luxembourg	11,8	5,4	1,8	11,5
Pays-Bas	4,6	- 2,1	- 5,2	0,7
Autres pays de l'Union européenne	3,6	5,9	13,5	2,9
dont : Danemark	0,4	- 0,5	0,4	- 0,1
Pologne	0,6	- 0,1	- 0,6	- 0,7
République tchèque	- 0,3	- 0,4	- 0,2	0,1
Roumanie	- 0,1	- 0,1	0,0	- 0,1
Royaume-Uni	2,2	7,3	12,8	3,2
Suède	0,7	- 0,3	1,0	0,7
Reste du monde	12,8	- 5,1	19,3	- 1,1
dont : Bermudes	- 0,2	- 0,1	0,0	0,0
Brésil	- 0,1	0,0	0,1	0,0
Canada	0,1	0,0	0,4	0,4
Chine	0,3	- 0,1	0,7	0,0
Émirats arabes unis	3,9	- 4,4	0,7	- 0,5
États-Unis	6,2	1,0	- 6,9	- 6,9
Hong Kong	- 0,6	1,0	0,0	1,4
Inde	0,1	- 0,1	0,1	- 0,1
Japon	0,8	0,4	0,1	0,9
Jersey	- 0,4	0,0	0,2	- 0,1
Liban	- 0,1	0,2	1,0	0,1
Qatar	0,3	- 0,1	0,0	1,8
Russie	0,1	0,3	0,2	0,2
Suisse	0,6	- 4,5	20,6	0,2
Singapour	0,7	- 0,9	0,4	- 0,1
Turquie	0,1	- 0,1	0,2	- 0,1
Total	25,8	2,0	42,4	25,6

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015	2016
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,1	- 0,1
Industries extractives	6,1	- 3,0	6,1	- 5,5
dont : Extraction de pétrole et de gaz	5,2	- 3,4	5,2	- 5,7
Industries manufacturières	6,4	14,4	- 6,5	16,3
dont : Industries agricoles et alimentaires	5,7	- 4,4	- 0,1	5,9
Industrie du textile et habillement	2,0	1,6	- 0,4	1,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,7	0,0	0,2	0,0
Cokéfaction et raffinage	2,3	0,1	- 1,0	1,2
Industrie chimique	2,3	- 0,6	5,2	6,4
Industrie pharmaceutique	0,1	3,0	- 3,3	- 5,0
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1,0	- 0,2	- 0,7	0,2
Industries métallurgiques	- 0,4	- 0,7	- 0,7	0,6
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 3,1	0,1	- 1,5	1,5
Fabrication de machines et équipements	- 2,5	0,5	- 0,1	0,0
Industrie automobile	- 1,1	0,8	0,8	0,6
Fabrication d'autres matériels de transport	2,5	5,8	2,6	- 0,1
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 0,3	4,9	2,8	2,8
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	- 1,0	- 2,4	1,1	- 0,4
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,3	- 2,0	1,4	- 0,4
Construction	- 1,9	1,6	- 0,1	- 0,4
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	2,1	2,4	3,8	4,2
dont : Commerce de gros	1,2	1,3	1,7	- 0,1
Commerce de détail	0,8	0,4	2,0	3,1
Transports et entreposage	1,0	- 0,3	1,0	0,8
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,4	- 1,2	1,1	- 0,1
Transports par eau	- 0,2	0,2	- 0,1	0,3
Transports aériens	- 0,2	0,2	- 0,2	0,2
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,0	0,5	0,2	0,3
Hébergement et restauration	- 0,2	0,5	0,2	2,5
Information et communication	- 1,3	2,3	2,8	0,1
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 4,5	- 0,5	- 2,7	1,6
Télécommunications	0,8	- 0,4	1,4	- 2,8
Activités financières et d'assurance	4,4	6,5	10,3	18,2
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	2,9	1,6	6,8	19,1
dont activités des sociétés holding	- 3,4	1,8	1,6	0,0
Assurance	1,4	2,3	0,4	0,0
Activités immobilières ^{b)}	3,7	4,0	12,1	3,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,6	2,6	4,2	5,4
dont : Activités juridiques et comptables	0,2	0,0	- 0,1	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	1,8	2,4	- 1,1	3,4
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 0,7	- 1,4	3,8	- 0,1
Recherche-développement scientifique	0,0	0,1	- 0,1	0,0
Publicité et études de marché	- 0,9	1,6	1,8	1,5
Activités de services administratifs et de soutien	- 2,2	- 0,7	3,6	- 0,5
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé humaine et action sociale	- 0,2	0,4	1,1	0,1
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,0	0,1	0,0	0,0
Montants non ventilés	- 1,9	4,2	- 2,6	5,1
Total	15,3	37,5	40,0	51,8

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu à l'étranger.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015	2016
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,0	0,1
Industries extractives	0,3	0,4	- 0,3	0,4
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,3	0,4	- 0,2	0,2
Industries manufacturières	4,2	- 0,6	- 3,9	10,5
dont : Industries agricoles et alimentaires	2,7	- 1,8	- 0,5	- 3,6
Industrie du textile et habillement	0,3	0,4	0,8	0,3
Industrie du bois, édition et imprimerie	- 0,3	1,0	- 0,8	0,3
Cokéfaction et raffinage	0,2	0,2	- 0,5	- 0,1
Industrie chimique	0,6	- 5,7	0,4	1,0
Industrie pharmaceutique	- 1,3	0,6	2,3	- 0,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,0	0,0	0,2	0,1
Industries métallurgiques	0,0	- 0,2	2,2	0,7
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 1,4	0,9	- 0,3	12,0
Fabrication de machines et équipements	1,0	0,2	0,3	0,1
Industrie automobile	0,2	1,4	0,0	0,4
Fabrication d'autres matériels de transport	2,1	3,7	- 1,1	- 0,9
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 0,1	- 0,4	0,8	1,0
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	0,0	0,0	0,0
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,2	0,0	15,3	0,8
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	3,4	1,5	2,2	0,4
dont : Commerce de gros	0,6	0,6	- 0,5	- 0,1
Commerce de détail	2,8	1,7	2,5	0,6
Transports et entreposage	0,4	- 2,0	1,5	1,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,1	- 2,7	0,0	0,1
Transports par eau	- 0,2	0,1	0,8	0,1
Transports aériens	0,0	0,0	0,0	- 0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,5	0,4	0,8	1,5
Hébergement et restauration	0,0	- 0,3	- 0,4	2,3
Information et communication	0,7	0,6	1,0	0,8
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 0,3	- 0,4	- 0,6	- 0,2
Télécommunications	0,7	0,0	0,1	0,2
Activités financières et d'assurance	9,5	10,7	13,6	- 9,3
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	2,6	- 0,4	6,3	0,2
dont activités des sociétés <i>holding</i>	5,8	6,8	4,6	- 4,4
Assurance	0,0	1,2	2,3	- 0,4
Activités immobilières ^{b)}	5,9	4,6	8,9	5,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,6	- 0,1	- 1,6	3,6
dont : Activités juridiques et comptables	0,1	0,2	0,0	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	2,5	- 0,8	- 1,4	3,1
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 0,1	0,1	- 0,9	0,0
Recherche-développement scientifique	0,1	0,0	0,7	0,3
Publicité et études de marché	0,1	0,2	0,2	0,1
Activités de services administratifs et de soutien	1,0	- 2,9	- 0,1	1,3
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,1
Santé humaine et action sociale	- 0,7	0,1	- 0,7	0,5
Arts, spectacles et activités récréatives	0,1	0,0	- 0,3	0,2
Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants non ventilés	- 1,7	- 9,6	6,3	5,9
Total	25,8	2,0	42,4	25,6

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu par des investisseurs non résidents.

Note : Les sociétés *holding* appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.7 Investissements directs français à l'étranger
Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2016,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
AccorHotels	Fairmont Raffles Hotels International (FRHI)	îles Caïmanes	Acquisition de FRHI Hotels & Resorts (FRHI)
Air Liquide	Airgas	États-Unis	Acquisition de la société Airgas
Atos	Anthelio Healthcare	États-Unis	Acquisition d'Anthelio Healthcare Solutions
CMA-CGM	Neptune Orient Lines	Singapour	Acquisition de Neptune Orient Lines (N.O.L.)
Essilor	Photosynthesis Group	Hong-Kong	Prise de participation de 50% au capital de Photosynthesis Group
Groupe Fnac	Darty Plc	Royaume-Uni	Acquisition de Darty Plc
HeidelbergCement France (groupe HeidelbergCement, Allemagne)	Italcementi	Italie	Acquisition de 100 % du capital d'Italcementi
L'Oréal	IT Cosmetics	États-Unis	Acquisition de IT Cosmetics
Mobivia	Auto-Telle-Unger (A.T.U.)	Allemagne	Acquisition de la société A.T.U.
Oddo et Compagnie	BHF Kleinwort Benson SA	Belgique	Acquisition de BHF Kleinwort Benson
Orange	Airtel	Burkina Faso	Achat de titres Airtel Burkina Faso SA (50 %)
Renault SA	Avtovaz (Russie)	Pays-Bas	Augmentation de capital dans la holding de contrôle d'Avtovaz, Alliance Rostec Auto B.V.
Seb	WMF	Allemagne	Acquisition du groupe WMF
Seb	Zhejiang Supor	Chine	Rachat de participations minoritaires
Suez	ACEA	Italie	Accroissement du taux de participation dans la société ACEA
Téléperformance	Language Line Solutions LLC	États-Unis	Acquisition de Language Line Solutions
Vallourec	Tianda Oil Pipe Company	Chine	Acquisition d'une part majoritaire des titres de la société chinoise Anhui Tianda Oil Pipe Company Ltd
Vinci	Lamsac	Pérou	Acquisition de la société Lamsac (Linea Amarilla S.A.C.)
Vivendi	Mediaset	Italie	Prise de participation au capital de Mediaset (28,8 %)
Vivendi	Telecom Italia	Italie	Augmentation de la participation au capital de Telecom Italia (24 %)
Worldline	Equensworldline	Pays-Bas	Acquisition de Paysquare et création d'EquensWorldline (détenue à 63,6 % par Worldline)
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie (et pays de résidence si différent du pays de provenance immédiate des fonds désinvestis)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Ciments français (groupe HeidelbergCement, Allemagne)	Compagnie des Ciments Belges	Belgique	Cession par Ciments Français de sa participation dans la Compagnie des Ciments Belges S.A.
Dexia Crédit Local (groupe Dexia, Belgique)	Dexia Sabadell Banco Local	Espagne	Fusion-absorption de Dexia Sabadell par Dexia Crédit Local
Orange	Everything Everywhere	Royaume-Uni	Cession de la filiale commune avec Deutsche Telecom à British Telecom
PAI Partners	Swissport International Ltd (Suisse)	Luxembourg	Cession de Swissport International Ltd, qui était détenu <i>via</i> une société holding luxembourgeoise, à HNA Group (Chine)
Renault SA	Nissan	Japon	Cession de titres dans le cadre d'un programme de rachat de ses propres actions par Nissan
Total SA	Total Oil Turkiye	Turquie	Cession des activités de distribution de carburant en Turquie

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2016, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise résidente investie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
JinJiang International Holdings	AccorHotels	Hong-Kong	Acquisition de titres (détenzione de 12,56 % du capital au 31/12/2016)
Qatar Investment Authority	AccorHotels	Qatar	Augmentation de capital réservée (détenzione de 10,36 % au 31/12/2016), dans le cadre de l'acquisition par AccorHotels du groupe Fairmont Raffles Hotels International (FRHI)
Azzura Aeroporti Srl	Aéroports de la Côte d'Azur	Italie	Privatisation des aéroports de la Côte d'Azur au profit d'un consortium italien
Nokia	Alcatel-Lucent	Finlande	Acquisition par l'entreprise de télécommunications finlandaise Nokia Corporation
Silver Lake Partners et Alta One Capital (Royaume-Uni)	Cegid Group	Luxembourg	Acquisition d'actions par Claudio Finance (37,6 %)
PT Pertamina	Etablissements Maurel et Prom	Indonésie	Acquisition de 24,5 % du capital par PT Pertamina Internasional Eksplorasi
Wabtec	Faively Transport	États-Unis	Acquisition de titres auprès de la famille Faiveley (50,66 % du capital)
Mannai Corporation	GFI Informatique	Qatar	Acquisition d'actions par Mannai Corporation
Knight Vinke Asset Management	Groupe Fnac	États-Unis	Attribution d'actions de Groupe Fnac en échange de titres Darty Plc, dans le cadre de l'OPA/OPE de la Fnac sur Darty
Altice (Pays-Bas)	Groupe News Participations	Luxembourg	Souscriptions d'obligations convertibles par ALTICE CONTENT dans le cadre de l'OPA sur NextRadio TV
Shandong Ruyi (Chine)	Groupe SMCP	Luxembourg	Prise de contrôle du groupe SMCP
Zimmer Biomet Holding Inc.	Medtech	États-Unis	Acquisition par Zimmer Biomet
Linamar (Canada)	Montupet SA	Allemagne	Acquisition de la société Montupet par Linamar GmbH
Altice	SFR Group	Pays-Bas	Acquisition d'actions (5,21 % du capital)
Campari	Société des produits Marnier Lapostolle	Italie	Prise de contrôle de Marnier Lapostolle par le groupe familial italien Campari
Harwanne (groupe Covéa, France)	Sofibus Patrimoine	Suisse	Acquisition de titres par Harwanne Compagnie de participations industrielles et financières (19,4 %)
Caisse des dépôts et placements du Québec	Spie	Canada	Acquisition d'actions (réorganisation de l'actionnariat)
Guillemot Brothers (France)	Ubisoft Entertainment	Royaume-Uni	Acquisition de titres par Guillemot Brothers SE
NSSMC	Vallourec	Japon	Acquisition de 15 % du capital dans le cadre d'une augmentation de capital
Nokia	Withings	Finlande	Acquisition par l'entreprise de télécommunications finlandaise Nokia Corporation

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2016, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise désinvestie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Massachusetts Financial Services (MFS)	Danone	États-Unis	Cession de titres par MFS
Charterhouse (Royaume-Uni)	Elior	Luxembourg	Cession d'actions
Bridgepoint (Royaume-Uni)	Foncia	Luxembourg	Cession par Bridgepoint de sa participation dans Foncia, détenue <i>via</i> une société holding luxembourgeoise
Amber Capital	Gameloft	Royaume-Uni	Cession de la participation suite à l'OPA de Vivendi
Boussard et Gavaudan (France)	GFI Informatique	Irlande	Cession d'actions par BG Select Investment
Infofin Participations (France)	GFI Informatique	Luxembourg	Vente des actions détenues par Infofin Participations
KKR (Etats-Unis)	Groupe SMCP	Luxembourg	Cession du groupe SMCP
Bain Capital (États-Unis)	Maisons du monde	Luxembourg	Cession d'actions dans le cadre d'une introduction en Bourse
Cinven (Royaume-Uni)	Prezioso Linjebygg	Luxembourg	Cession de 90 % du capital social par Montecin Luxembourg, structure détenue par des fonds Cinven
Clayton, Dubilier & Rice (Etats-Unis)	Spie	Luxembourg	Cession d'actions
KKR (Etats-Unis)	Tarkett	Luxembourg	Cession d'actions par KKR International Flooring
Beacon Capital Partners (Etats-Unis)	Tour First	Luxembourg	Cession de la Tour First à La Défense

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur

(en milliards d'euros)

	2015				2016			
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 28)	26,6	13,2	- 4,5	35,3	24,6	- 10,7	25,6	39,6
Union économique et monétaire (à 19)	31,4	- 3,6	- 8,0	19,9	23,7	- 14,6	24,0	33,1
dont : Allemagne	0,7	- 5,0	8,5	4,2	3,8	- 10,5	- 2,7	- 9,4
Autriche	0,2	- 0,7	- 0,4	- 0,9	0,0	- 3,3	- 0,1	- 3,4
Belgique	- 0,2	12,1	- 0,6	11,4	0,2	- 7,0	1,9	- 4,9
Espagne	2,4	- 11,0	3,5	- 5,0	- 0,4	- 6,7	2,3	- 4,8
Finlande	- 0,1	- 0,6	- 0,1	- 0,8	3,8	0,4	0,0	4,2
Grèce	0,2	- 1,4	- 0,1	- 1,4	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,4
Irlande	0,7	4,6	- 1,6	3,8	1,5	- 2,6	2,0	0,9
Italie	8,4	- 19,3	- 8,4	- 19,3	6,2	- 4,1	3,5	5,5
Luxembourg	20,8	33,7	- 1,1	53,5	6,3	15,6	2,5	24,3
Pays-Bas	- 1,9	- 20,4	- 8,3	- 30,6	2,5	- 5,4	13,9	11,1
Portugal	0,3	0,5	1,0	1,7	- 0,2	- 2,6	0,9	- 1,9
Autres pays de l'Union européenne (à 28)	- 4,8	16,8	3,5	15,5	0,9	3,9	1,6	6,4
dont : Royaume-Uni	- 5,9	16,0	3,7	13,8	0,6	2,3	0,8	3,7
Suède	0,5	1,9	- 0,5	1,9	0,3	2,0	0,1	2,4
Reste du monde	- 25,2	47,8	- 6,9	15,7	6,6	30,4	- 29,1	7,9
dont : Bermudes	0,0	- 0,2	0,1	0,0	0,2	- 0,1	0,1	0,1
Brésil	0,3	0,7	0,0	1,1	1,0	- 0,9	0,0	0,1
Chine	0,8	- 0,1	0,6	1,2	2,5	0,5	- 0,5	2,5
Corée du Sud	- 0,7	- 1,0	0,0	- 1,7	1,3	- 0,3	0,0	1,0
États-Unis	- 18,3	29,4	1,7	12,8	- 4,0	14,5	0,8	11,3
Îles Cayman	- 0,2	- 0,8	- 0,1	- 1,1	- 0,7	0,3	0,0	- 0,4
Inde	- 0,6	- 0,2	0,0	- 0,8	0,2	0,0	0,0	0,3
Japon	- 1,4	11,3	- 8,1	1,7	1,5	14,9	- 30,3	- 13,9
Jersey	- 1,6	0,1	0,0	- 1,5	- 0,5	- 0,8	- 0,1	- 1,3
Russie	- 0,7	0,0	0,0	- 0,7	0,0	0,1	0,0	0,1
Suisse	1,5	0,5	- 0,2	1,8	- 0,3	- 0,1	0,0	- 0,3
Turquie	- 0,2	- 0,2	0,0	- 0,4	0,5	0,2	0,0	0,7
Total	1,5	61,0	- 11,4	51,0	31,2	19,7	- 3,5	47,5

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)
(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	33,2	1,5	34,8	28,7	- 8,8	19,9	31,6	1,6	33,1
Actions et titres d'OPC	21,7	0,4	22,1	33,1	- 1,7	31,4	23,9	- 0,2	23,7
Actions	8,8	- 0,3	8,5	10,3	0,0	10,3	16,4	- 0,4	16
Titres d'OPC	12,9	0,7	13,6	22,8	- 1,7	21,1	7,5	0,2	7,7
Titres de créance à long terme	18,6	0,3	18,9	1,7	- 5,2	- 3,6	- 13,6	- 1,0	- 14,6
Titres de créance à court terme	- 7,1	0,9	- 6,2	- 6,1	- 1,9	- 8,0	21,2	2,8	24
Bons du Trésor à moins d'un an	- 7,7	- 0,4	- 8,1	- 7,9	0,1	- 7,9	5,5	0,0	5,5
Autres titres de créance à court terme	0,6	1,4	1,9	1,8	- 2,0	- 0,1	15,7	2,8	18,5
Émetteurs hors zone euro	36,8	- 1,9	35	43,7	- 12,5	31,2	21,9	- 7,6	14,4
Actions et titres d'OPC	0,3	- 11	- 10,7	0,9	- 30,9	- 30,0	2,8	4,7	7,5
Actions	0,6	- 8,8	- 8,1	1,1	- 29,8	- 28,7	2,3	6,1	8,4
Titres d'OPC	- 0,3	- 2,2	- 2,6	- 0,2	- 1,0	- 1,2	0,5	- 1,4	- 0,9
Titres de créance à long terme	28,3	- 2,5	25,8	40,8	23,8	64,6	16,3	18,1	34,4
Titres de créance à court terme	8,2	11,7	19,9	2,0	- 5,4	- 3,4	2,9	- 30,4	- 27,5
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	8,1	8,1	0,0	- 7,2	- 7,2	0,0	- 31,4	- 31,5
Autres titres de créance à court terme	8,2	3,6	11,8	2,0	1,7	3,8	2,9	1,1	4,0
Tous émetteurs	70,1	- 0,3	69,7	72,3	- 21,3	51,0	53,5	- 6,0	47,5
Actions et titres d'OPC	22,0	- 10,6	11,4	34,0	- 32,5	1,5	26,7	4,5	31,2
Actions	9,4	- 9,0	0,4	11,4	- 29,8	- 18,4	18,7	5,7	24,4
Titres d'OPC	12,6	- 1,6	11,0	22,6	- 2,7	19,8	8,1	- 1,2	6,8
Titres de créance à long terme	47,0	- 2,3	44,7	42,4	18,6	61,0	2,7	17,1	19,7
Titres de créance à court terme	1,1	12,6	13,7	- 4,1	- 7,3	- 11,4	24,1	- 27,6	- 3,5
Bons du Trésor à moins d'un an	- 7,7	7,6	0,0	- 7,9	- 7,1	- 15,0	5,5	- 31,5	- 26,0
Autres titres de créance à court terme	8,8	5,0	13,7	3,8	- 0,2	3,6	18,6	3,9	22,5

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument
(en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Engagements	73,2	21,0	103,2	87,7	4,6	51,1
Administrations publiques	50,4	19,7	60,0	48,4	10,5	- 11,1
OAT	30,2	35,3	85,1	91,8	79,4	43,7
BTAN	12,3	10,7	- 51,2	- 44,9	- 49,8	- 56,4
Autres titres de créance à long terme	11,2	11,0	4,2	3,9	- 2,2	- 1,7
BTF	- 15,5	- 21,8	18,9	1,9	- 17,7	- 8,0
Autres titres de créance à court terme	12,2	- 15,4	3,1	- 4,3	0,7	11,2
Institutions financières monétaires	5,0	- 8,3	10,2	11,2	- 18,4	34,7
Actions	0,6	2,4	3,8	0,1	1,7	1,3
Titres d'OPC monétaires	- 0,9	3,2	- 0,2	3,6	10,2	13,8
Titres de créance à long terme	27,6	- 11,3	4,3	9,6	- 18,3	10,5
Titres de créance à court terme	- 22,2	- 2,6	2,3	- 2,1	- 12,0	9,1
Autres secteurs	17,7	9,6	33,0	28,0	12,6	27,5
Actions	19,2	21,1	19,8	- 4,4	- 5,1	- 1,1
Titres d'OPC non monétaires	- 12,8	2,1	2,3	8,6	3,2	7,5
Titres de créance à long terme	8,2	- 15,7	8,8	21,5	13,1	28,1
Titres de créance à court terme	3,1	2,2	2,1	2,3	1,4	- 6,9

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires résidentes (hors Banque centrale)

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Avoirs des IFM	57,4	- 111,2	134,1	39,8	- 78,8	145,8
Long terme	- 12,5	13,3	37,0	- 1,9	2,5	34,3
Euros	- 15,8	11,5	5,5	- 3,2	1,3	4,7
Devises	3,3	1,8	31,5	1,3	1,2	29,7
Court terme	69,9	- 124,5	97,1	41,7	- 81,3	111,5
Euros	24,1	- 62,9	- 26,2	4,6	- 26,5	- 6,8
Devises	45,8	- 61,6	123,3	37,1	- 54,8	118,2
Engagements des IFM	82,0	- 13,3	178,8	29,6	- 44,7	183,8
Long terme	- 1,6	13,1	- 8,8	- 15,4	- 15,4	- 14,4
Euros	3,7	5,2	- 8,7	- 6,0	- 13,1	- 10,1
Devises	- 5,3	7,9	- 0,1	- 9,4	- 2,2	- 4,3
Court terme	83,5	- 26,3	187,6	45,0	- 29,4	198,2
Euros	41,9	- 1,8	36,8	5,4	- 0,7	48,5
Devises	41,6	- 24,5	150,8	39,5	- 28,7	149,6
Flux nets	- 24,6	- 97,9	- 44,7	10,2	- 34,1	- 38,0
Euros	- 37,4	- 54,7	- 48,8	2,0	- 11,4	- 40,5
Devises	12,8	- 43,2	4,1	8,3	- 22,7	2,5
Long terme	- 10,9	0,2	45,8	13,5	17,8	48,7
Court terme	- 13,7	- 98,2	- 90,5	- 3,3	- 51,9	- 86,7

5. POSITION EXTÉRIEURE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2015 et fin 2016 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2015	Flux de balance des paiements 2016 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2016
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
			1	2	3			
Investissements directs en valeur mixte^{a)}	519,8	26,2	- 13,0	- 8,0	- 6,6	1,6	13,2	533,0
Français à l'étranger	1 152,6	51,8	- 9,6	- 8,4	- 4,2	3,0	42,2	1 194,7
Capitaux propres	1 076,3	42,9	- 15,1	- 10,8	- 4,2	0,0	27,8	1 104,0
Autres opérations (prêts intragroupe)	76,3	9,0	5,5	2,4	0,0	3,0	14,4	90,7
Étranger en France	632,8	25,6	3,4	- 0,4	2,4	1,4	29,0	661,8
Capitaux propres	576,4	33,2	2,4	0,0	2,4	0,0	35,6	612,0
Autres opérations (prêts intragroupe)	56,3	- 7,6	1,0	- 0,4	0,0	1,4	- 6,6	49,7
Investissements de portefeuille	- 772,0	- 3,6	4,0	22,8	- 32,0	13,2	0,4	- 771,6
Titres étrangers	2 313,5	47,5	23,7	5,6	22,1	- 4,1	71,2	2 384,7
Actions et titres d'OPC	659,2	31,2	11,4	1,0	12,3	- 2,0	42,6	701,8
Obligations et assimilés	1 468,8	19,7	4,7	0,6	8,5	- 4,4	24,4	1 493,2
Titres de créance à court terme	185,5	- 3,5	7,6	4,0	1,3	2,3	4,2	189,7
Titres français	3 085,5	51,1	19,7	- 17,2	54,2	- 17,2	70,8	3 156,3
Actions et titres d'OPC	783,9	21,5	20,5	0,0	33,9	- 13,3	42,0	826,0
Obligations et assimilés	2 082,8	24,2	1,0	- 14,7	19,6	- 3,9	25,2	2 108,1
Titres de créance à court terme	218,7	5,4	- 1,8	- 2,4	0,6	0,0	3,6	222,3
Pour mémoire : valeurs du Trésor	1 133,0	- 20,7	8,9	0,0	9,0	- 0,1	- 11,8	1121,2
Instruments financiers dérivés	- 32,6	0,6	20,8	0,1	20,7	0,0	21,4	- 11,2
Créances	823,2	4,2	26,7	5,2	21,5	0,0	30,9	854,1
Engagements	855,8	3,6	5,9	5,1	0,8	0,0	9,5	865,3
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 186,1	- 54,2	- 0,1	- 0,3	0,0	0,2	- 54,3	- 240,4
Autres participations	41,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,6	42,1
Banque de France	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
Administrations publiques	40,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,6	40,5
Numéraire et dépôts	- 252,6	- 175,7	93,3	- 5,4	0,0	98,7	- 82,4	- 335,0
Banque de France	- 68,9	- 9,0	0,2	0,2	0,0	0,0	- 8,8	- 77,7
Administrations publiques	- 11,5	3,3	0,1	0,0	0,0	0,0	3,3	- 8,2
Institutions financières monétaires	- 471,1	- 179,6	93,3	- 5,3	0,0	98,6	- 86,4	- 557,4
Autres secteurs ^{b)}	298,8	9,7	- 0,2	- 0,2	0,0	0,0	9,5	308,3
Prêts	64,3	127,1	- 92,7	5,7	0,0	- 98,4	34,4	98,7
Banque de France	- 83,3	13,9	- 0,7	- 0,7	0,0	0,0	13,1	- 70,1
Administrations publiques	10,8	- 1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,4	9,5
Institutions financières monétaires	414,1	135,1	- 91,5	6,9	0,0	- 98,4	43,6	457,7
Autres secteurs ^{b)}	- 277,3	- 20,5	- 0,5	- 0,5	0,0	0,0	- 21,0	- 298,3
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 24,4	- 5,6	- 1,1	- 1,1	0,0	0,0	- 6,7	- 31,1
Autres comptes à payer/à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0
Institutions financières monétaires	0,3	- 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,1
Autres secteurs ^{b)}	- 0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	- 0,1
Droits de tirage spéciaux	- 12,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,9
Réserves techniques d'assurances	- 2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,1
Avoirs de réserve	126,9	2,2	10,1	0,3	9,8	0,0	12,3	139,2
Solde	- 344,0	- 28,8	21,7	14,9	- 8,2	15,0	- 7,0	- 351,0
(en % du PIB)	- 15,8							- 15,8

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte ^{a)}
Encours en fin d'année

(en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{b)}	2015 ^{b)}	2016
Investissements directs français à l'étranger	625,3	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1066,0	1152,6	1194,7
Capitaux propres	619,3	682,7	672,6	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1012,7	1076,3	1104,0
Entreprises cotées	104,4	132,7	40,5	59,4	67,7	54,5	55,9	60,0	62,3	74,9	73,8
Entreprises non cotées et immobilier	514,9	550,0	632,1	697,4	796,6	839,6	892,6	880,2	950,4	1001,4	1030,2
Autres opérations (prêts)	6,0	3,4	- 1,3	20,9	13,6	70,4	16,0	20,8	53,2	76,3	90,7
Investissements directs étrangers en France	374,9	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	632,7	661,8
Capitaux propres	392,7	426,1	403,8	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,4	612,0
Entreprises cotées	72,0	71,3	39,2	64,0	65,0	51,6	62,3	80,6	90,4	97,8	98,7
Entreprises non cotées et immobilier	320,8	354,8	364,6	370,2	395,9	409,2	408,1	421,3	438,4	478,6	513,4
Autres opérations (prêts)	- 17,8	- 2,4	0,7	15,7	11,2	79,3	45,3	50,1	47,8	56,3	49,7
Solde net des investissements directs	250,4	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	519,8	533,0
Capitaux propres	226,5	256,7	268,8	322,8	403,5	433,3	478,1	438,3	484,0	499,8	492,0
Entreprises cotées	32,5	61,4	1,4	- 4,5	2,7	2,9	- 6,4	- 20,7	- 28,1	- 22,9	- 24,9
Entreprises non cotées et immobilier	194,1	195,2	267,4	327,3	400,7	430,4	484,5	459,0	512,0	522,8	516,9
Autres opérations (prêts)	23,8	5,8	- 2,1	5,2	2,4	- 8,9	- 29,3	- 29,3	5,4	20,0	41,0

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2016 sont estimés à partir des encours à fin 2015, des flux d'investissements directs de l'année 2016 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu ; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à partir de 2011.

5.3 Évolution des investissements directs entre fin 2014 et fin 2015
(en valeur mixte)

5. POSITION
EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2014 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2015 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2015 ^{a)}	
			Total ^{b)}	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}			
1	2	3					4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)	
Investissements directs français à l'étranger									
Capitaux propres	1 012,7	22,0	41,5	30,4	9,7	1,5	63,5	1 076,3	
Entreprises cotées	62,3	1,6	11,0	2,5	9,7	- 1,2	12,6	74,9	
Entreprises non cotées et immobilier	950,4	20,4	30,5	27,9	0,0	2,7	50,9	1 001,4	
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	53,2	18,0	5,1	2,7	0,0	2,4	23,1	76,3	
Investissements directs étrangers en France									
Capitaux propres	528,8	35,5	12,1	0,0	9,6	2,6	47,6	576,4	
Entreprises cotées	90,4	14,4	- 6,9	0,0	9,6	- 16,5	7,4	97,8	
Entreprises non cotées et immobilier	438,4	21,1	19,1	0,0	0,0	19,1	40,2	478,6	
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	47,8	6,9	1,6	0,0	0,0	1,6	8,5	56,3	
Position nette	489,4	- 2,4	32,8	33,0	0,1	- 0,3	30,5	519,8	
Capitaux propres									
Entreprises cotées	484,0	- 13,5	29,4	30,4	0,1	- 1,1	15,9	499,8	
Entreprises non cotées et immobilier	- 28,1	- 12,7	17,9	2,5	0,1	15,3	5,1	- 22,9	
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	512,0	- 0,8	11,5	27,9	0,0	- 16,4	10,7	522,8	
	5,4	11,1	3,5	2,6	0,0	0,8	14,6	20,0	

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements.

signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des encours de prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Évolution des investissements directs entre fin 2015 et fin 2016
(en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2015 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2016 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2016
			Total	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
			1	2	3			
Investissements directs français à l'étranger	1 152,6	51,8	- 9,6	- 8,4	- 4,2	3,0	42,2	1 194,7
Capitaux propres	1 076,3	42,9	- 15,1	- 10,8	- 4,2	0,0	27,8	1 104,0
Entreprises cotées	74,9	9,0	- 10,1	1,9	- 4,2	- 7,7	- 1,1	73,8
Entreprises non cotées et immobilier	1 001,4	33,9	- 5,0	- 12,7	0,0	7,7	28,9	1 030,2
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	76,3	9,0	5,5	2,4	0,0	3,0	14,4	90,7
Investissements directs étrangers en France	632,7	25,6	3,4	- 0,4	2,4	1,5	29,1	661,8
Capitaux propres	576,4	33,2	2,4	0,0	2,4	0,0	35,6	612,0
Entreprises cotées	97,8	14,7	- 13,9	0,0	2,4	- 16,3	0,9	98,7
Entreprises non cotées et immobilier	478,6	18,5	16,3	0,0	0,0	16,3	34,8	513,4
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	56,3	- 7,6	1,0	- 0,4	0,0	1,5	- 6,6	49,7
Position nette	519,8	26,2	- 13,1	- 8,0	- 6,6	1,5	13,1	533,0
Capitaux propres	499,8	9,6	- 17,5	- 10,9	- 6,6	0,0	- 7,9	492,0
Entreprises cotées	- 22,9	- 5,8	3,8	1,9	- 6,6	8,5	- 2,0	- 24,9
Entreprises non cotées et immobilier	522,8	15,4	- 21,3	- 12,7	0,0	- 8,5	- 5,9	516,9
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	20,0	16,6	4,4	2,9	0,0	1,5	21,0	41,0

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements.

signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des encours de prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}

5. POSITION
EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	2013	2014 ^{b)}	2015 ^{b)}	2016 ^{c)}	2016 (en %)
Union européenne (à 28)	572,4	622,3	658,0	673,7	56,4
Union économique et monétaire (à 19)	446,5	475,0	497,4	535,7	44,8
dont : Allemagne	50,9	50,8	54,6	68,6	5,7
Belgique	148,8	152,5	146,9	159,5	13,4
Espagne	40,0	38,8	42,8	44,4	3,7
Irlande	16,7	18,9	23,0	20,8	1,7
Italie	43,0	45,9	51,7	63,7	5,3
Luxembourg	44,3	43,3	46,7	41,9	3,5
Pays-Bas	93,1	114,8	119,8	124,5	10,4
Autres pays de l'Union européenne	125,9	147,3	160,6	138,0	11,6
dont : Danemark	3,4	3,9	5,7	6,3	0,5
Pologne	12,7	14,0	16,1	15,6	1,3
République tchèque	7,7	8,4	8,9	8,0	0,7
Roumanie	3,8	3,9	4,2	4,2	0,4
Royaume-Uni	90,7	109,8	117,1	97,1	8,1
Suède	3,2	3,1	4,3	2,7	0,2
Reste du monde	388,7	443,7	494,6	521,0	43,6
dont : Afrique du Sud	1,1	1,8	1,7	2,0	0,2
Algérie	2,0	2,2	2,2	2,3	0,2
Angola	6,1	6,3	6,0	4,7	0,4
Arabie saoudite	2,3	3,5	5,1	5,2	0,4
Argentine	2,1	2,6	3,2	2,6	0,2
Australie	5,5	11,6	11,6	11,1	0,9
Bermudes	5,9	3,4	2,6	3,6	0,3
Brésil	20,3	25,2	18,4	22,3	1,9
Chine	17,4	21,1	24,2	24,1	2,0
Canada	8,5	9,1	8,5	8,7	0,7
Congo	2,9	3,4	5,0	4,4	0,4
Corée du Sud	3,3	3,8	4,1	4,0	0,3
Égypte	2,7	3,4	3,3	1,6	0,1
Émirats arabes unis	0,0	-0,3	0,7	0,4	0,0
États-Unis	148,2	174,3	209,4	228,7	19,1
Hong Kong	6,8	9,1	11,2	11,2	0,9
Inde	3,0	4,1	5,3	5,8	0,5
Indonésie	2,1	2,7	2,6	1,8	0,2
Israël	2,3	2,4	2,8	3,2	0,3
Japon	19,7	21,4	25,8	26,1	2,2
Jersey	1,6	1,5	0,3	0,3	0,0
Kazakhstan	-0,3	8,7	10,0	9,3	0,8
Maroc	12,3	9,1	9,6	10,2	0,9
Mexique	2,6	2,7	2,4	1,9	0,2
Nigeria	6,6	8,5	9,1	6,5	0,5
Qatar	2,2	2,3	2,0	1,6	0,1
Russie	12,3	8,6	9,3	15,7	1,3
Singapour	8,3	9,6	10,8	11,7	1,0
Suisse	40,1	36,6	39,1	42,4	3,5
Thaïlande	2,2	2,7	1,8	1,7	0,1
Turquie	3,3	3,9	3,9	3,4	0,3
Ukraine	1,0	0,4	0,4	0,4	0,0
Total	961,1	1 066,0	1 152,6	1 194,7	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2015 et des flux d'investissements directs de l'année 2016.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport. Depuis fin 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements »

5.6 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2013	2014 ^{b)}	2015 ^{b)}	2016 ^{c)}	2016 (en %)
Union européenne (à 28)	399,8	423,4	455,9	483,6	73,1
Union économique et monétaire (à 19)	334,6	354,5	372,4	396,5	59,9
dont : Allemagne	55,0	52,8	60,2	60,5	9,1
Belgique	47,7	50,0	53,2	54,3	8,2
Espagne	19,7	14,6	15,5	15,1	2,3
Finlande	1,2	1,4	1,4	13,8	2,1
Irlande	0,5	5,6	5,1	4,1	0,6
Italie	15,0	15,5	17,4	18,7	2,8
Luxembourg	104,5	125,3	127,1	135,8	20,5
Pays-Bas	85,9	84,8	86,2	88,2	13,3
Autres pays de l'Union européenne	65,2	68,9	83,5	87,0	13,1
dont : Danemark	5,9	5,4	5,4	5,6	0,8
Pologne	- 1,5	- 1,5	- 2,3	- 2,9	- 0,4
République tchèque	0,9	0,5	0,3	0,4	0,1
Roumanie	0,0	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0
Royaume-Uni	54,8	59,7	74,5	77,7	11,7
Suède	4,4	4,0	5,0	5,7	0,9
Reste du monde	152,3	153,2	176,9	178,2	26,9
Algérie	0,4	0,5	0,7	0,8	0,1
Arabie saoudite	0,5	0,4	0,7	0,6	0,1
Australie	0,4	0,6	0,6	1,1	0,2
Bermudes	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,2	0,0
Canada	2,7	2,7	3,4	3,8	0,6
Chine	0,9	0,9	1,9	1,8	0,3
Corée du Sud	0,4	0,5	0,7	0,8	0,1
Égypte	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0
Émirats arabes unis	4,8	0,5	1,2	0,7	0,1
États-Unis	60,1	66,0	61,6	54,3	8,2
Gabon	0,4	0,3	0,1	0,2	0,0
Hong Kong	1,0	2,3	2,9	4,2	0,6
Île de Man	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1
Îles Vierges britanniques	0,5	0,1	0,5	0,2	0,0
Inde	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Israël	0,3	0,2	0,2	0,2	0,0
Japon	12,3	12,8	14,2	15,3	2,3
Jersey	0,8	0,8	0,8	0,7	0,1
Liban	2,5	2,7	3,8	3,9	0,6
Maroc	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1
Mexique	0,5	0,6	0,3	0,5	0,1
Qatar	1,1	1,2	1,3	3,0	0,5
Russie	1,1	1,5	1,6	1,8	0,3
Singapour	1,5	0,7	1,1	1,0	0,2
Suisse	51,4	47,4	66,5	69,9	10,6
Thaïlande	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Turquie	0,2	0,1	0,3	0,2	0,0
Total	552,1	576,6	632,8	661,8	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2015 et des flux d'investissements directs de l'année 2016.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport. Depuis 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements »

5.7 Répartition sectorielle des investissements directs français à l'étranger
en valeur mixte^{a)}

5. POSITION
EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015	2016 ^{b)}	2016 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3	0,3	0,5	0,3	0,0
Industries extractives	63,0	77,1	89,2	84,4	7,1
dont : Extraction de pétrole et de gaz	58,2	73,7	83,9	76,2	6,4
Industries manufacturières	270,6	321,1	342,0	355,7	29,8
dont : Industries agricoles et alimentaires	40,0	54,7	54,4	60,2	5,0
Industrie du textile et habillement	9,5	11,8	12,0	13,3	1,1
Industrie du bois, édition et imprimerie	1,8	2,1	2,3	2,2	0,2
Cokéfaction et raffinage	15,3	16,7	16,4	17,6	1,5
Industrie chimique	24,8	27,0	34,5	41,4	3,5
Industrie pharmaceutique	42,9	48,6	61,0	53,7	4,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	12,0	11,8	12,3	12,5	1,0
Industries métallurgiques	6,6	7,1	7,2	8,5	0,7
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	14,3	15,4	14,5	15,9	1,3
Fabrication de machines et équipements	14,8	7,0	6,4	6,8	0,6
Industrie automobile	34,1	36,3	41,7	42,1	3,5
Fabrication d'autres matériels de transport	9,6	14,9	16,7	15,9	1,3
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	69,3	80,5	80,8	81,9	6,9
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	8,3	3,8	5,1	4,6	0,4
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	7,2	2,7	4,2	3,7	0,3
Construction	24,4	26,8	26,4	25,1	2,1
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	60,9	80,6	83,8	88,5	7,4
dont : Commerce de gros	19,9	22,9	24,8	24,6	2,1
Commerce de détail	36,2	52,1	53,1	56,7	4,7
Transports et entreposage	7,5	6,6	7,4	8,2	0,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,2	- 0,2	0,9	0,8	0,1
Transports par eau	0,2	0,4	0,4	0,7	0,1
Transports aériens	1,4	0,6	0,4	0,6	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	4,6	5,8	5,8	6,1	0,5
Hébergement et restauration	8,4	9,7	10,4	13,0	1,1
Information et communication	68,4	68,2	73,8	71,7	6,0
dont : Cinéma, vidéo et télévision	18,1	14,4	12,4	13,7	1,1
Télécommunications	32,1	31,3	33,2	28,3	2,4
Activités financières et d'assurance	257,3	265,7	283,4	299,0	25,0
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	154,2	155,7	164,0	180,8	15,1
Activités des sociétés holding	26,0	26,9	31,1	31,5	2,6
Assurance	58,8	64,1	68,1	67,5	5,6
Activités immobilières^{c)}	52,1	57,3	70,8	78,6	6,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	49,7	41,2	47,5	52,5	4,4
dont : Activités juridiques et comptables	1,2	1,2	0,9	1,0	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	26,4	16,7	17,5	20,9	1,7
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	11,8	11,6	14,8	14,5	1,2
Recherche-développement scientifique	0,5	0,4	0,3	0,3	0,0
Publicité et études de marché	9,6	11,3	14,0	15,4	1,3
Activités de services administratifs et de soutien	4,0	3,5	4,9	4,5	0,4
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	0,9	1,8	2,6	2,6	0,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,4	0,4	0,5	0,5	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	15,4	21,3	23,0	23,3	2,0
Total	961,1	1 066,0	1 152,4	1 194,7	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2015 et des flux d'investissements directs de l'année 2016.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intra-groupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.8 Répartition sectorielle des investissements directs étrangers en France
en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015	2016 ^{b)}	2016 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1
Industries extractives	0,4	1,4	4,1	4,8	0,7
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,2	1,2	0,9	1,1	0,2
Industries manufacturières	149,0	154,2	154,8	167,5	25,3
dont : Industries agricoles et alimentaires	27,9	29,0	29,7	25,8	3,9
Industrie du textile et habillement	2,1	2,5	3,2	3,5	0,5
Industrie du bois, édition et imprimerie	3,3	4,4	3,5	3,8	0,6
Cokéfaction et raffinage	1,2	1,4	0,8	0,6	0,1
Industrie chimique	34,1	29,5	30,1	33,5	5,1
Industrie pharmaceutique	26,2	27,7	31,4	31,2	4,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	4,4	3,1	5,2	4,9	0,7
Industries métallurgiques	6,6	6,6	7,8	8,7	1,3
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	5,0	6,2	6,0	18,0	2,7
Fabrication de machines et équipements	1,0	2,4	2,8	3,4	0,5
Industrie automobile	7,1	8,9	10,6	10,6	1,6
Fabrication d'autres matériels de transport	1,8	5,9	4,9	3,8	0,6
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	4,1	3,5	3,1	3,9	0,6
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,4	0,3	0,6	0,6	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	8,4	9,7	20,6	21,9	3,3
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	38,3	41,8	45,7	45,4	6,9
dont : Commerce de gros	16,5	19,6	21,6	21,2	3,2
Commerce de détail	18,9	20,2	22,0	22,2	3,4
Transports et entreposage	9,3	6,9	8,5	10,2	1,5
dont : Transports terrestres et transports par conduites	3,9	1,1	1,1	1,2	0,2
Transports par eau	1,4	1,4	2,2	2,2	0,3
Transports aériens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	4,1	4,1	5,1	6,6	1,0
Hébergement et restauration	5,6	5,4	5,3	7,6	1,1
Information et communication	13,5	12,9	14,9	16,2	2,4
dont : Cinéma, vidéo et télévision	2,0	1,6	1,3	1,2	0,2
Télécommunications	0,7	- 0,2	- 0,2	0,0	0,0
Activités financières et d'assurance	140,9	159,8	175,6	165,1	24,9
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	47,0	47,0	52,7	54,0	8,2
Activités des sociétés holding	56,3	64,5	70,8	66,5	10,0
Assurance	20,5	20,9	22,6	22,2	3,4
Activités immobilières ^{c)}	123,0	130,2	140,8	146,6	22,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	26,5	33,2	32,4	36,1	5,5
dont : Activités juridiques et comptables	0,9	1,0	0,9	0,9	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	20,7	22,2	21,1	24,2	3,7
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	2,0	6,9	6,3	6,4	1,0
Recherche-développement scientifique	1,7	1,7	2,5	2,7	0,4
Publicité et études de marché	1,0	1,1	1,5	1,6	0,2
Activités de services administratifs et de soutien	9,8	7,2	7,7	9,2	1,4
Enseignement	1,0	1,0	1,0	1,1	0,2
Santé humaine et action sociale	2,7	3,3	2,9	3,5	0,5
Arts, spectacles et activités récréatives	0,8	0,9	0,7	0,8	0,1
Autres activités de services	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	17,9	4,2	13,4	20,5	3,1
Total	552,1	576,6	632,8	661,8	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite «NAF rév. 2». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2015 et des flux d'investissements directs de l'année 2016.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements étrangers dans le secteur immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés sur le territoire français et détenus par des non-résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intra-groupe provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.9 **Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur mixte**
 Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2016
 par le montant de leurs investissements en valeur mixte

**5. POSITION
 EXTÉRIEURE**

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
AIR LIQUIDE	Industrie chimique
AXA	Assurance
BNP PARIBAS	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
BPCE	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
CARREFOUR	Commerce de détail
CIE GENERALE DES ETS MICHELIN	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN	Autres industries manufacturières
CREDIT AGRICOLE	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
CREDIT MUTUEL	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
DANONE	Industries agricoles et alimentaires
ELECTRICITE DE FRANCE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ENGIE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
FINANCIERE PINAULT (KERING)	Commerce de détail
GROUPE ARNAULT (LVMH)	Industrie du textile et habillement
GROUPE AUCHAN	Commerce de détail
LAFARGEHOLCIM (LAFARGE)	Fabrication de ciment
NOKIA CORPORATION (ALCATEL-LUCENT)	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
ORANGE	Télécommunications
PERNOD RICARD	Industries agricoles et alimentaires
RENAULT	Industrie automobile
SANOFI	Industrie pharmaceutique
SCHNEIDER ELECTRIC	Autres industries manufacturières
SOCIETE GENERALE	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
TOTAL SA	Extraction de pétrole et de gaz
VIVENDI	Information et communication

5.10 **Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur mixte**

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2016
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
ALLIANZ SE	Allemagne	Assurance
ALTICE	Pays-Bas	Information et communication
AVIVA PLC	Royaume-Uni	Assurance
CMA-CGM	Émirats Arabes Unis	Transport maritime
DANAHER CORPORATION	États-Unis	Autres industries manufacturières
DIAGEO	Royaume-Uni	Industries agricoles et alimentaires
FAMILLE BEAUFOUR (IPSEN)	France	Industrie pharmaceutique
GENERAL ELECTRIC COMPANY	États-Unis	Autres industries manufacturières
GENERALI ASSICURAZIONI SPA	Italie	Assurance
HEIDELBERGCEMENT AG	Allemagne	Fabrication de ciment
HSBC HOLDINGS PLC	Royaume-Uni	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
KINGFISHER GROUP PLC	Royaume-Uni	Commerce de détail
LAFARGEHOLCIM	Suisse	Fabrication de ciment
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	États-Unis	Industries agricoles et alimentaires
NESTLE SA	Suisse	Industries agricoles et alimentaires
NISSAN MOTOR COMPANY	Japon	Industrie automobile
NOKIA CORPORATION	Finlande	Télécommunications
PARJOINTCO N.V. (familles Desmarais [Canada] et Frère [Belgique])	Pays-Bas	Activités des sociétés holdings
S.A.P. SE	Allemagne	Édition de logiciels
SARTORIUS AG	Allemagne	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
SIMON PROPERTY GROUP	États-Unis	Activités immobilières
"SOCIETE FEDERALE DE PARTICIPATIONS ET D'INVESTISSEMENT (Etat belge)"	Belgique	Administrations publiques
SOLVAY SA	Belgique	Industrie chimique
UNILEVER NV	Pays-Bas	Industries agricoles et alimentaires
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION	États-Unis	Fabrication d'autres matériels de transport

5.11 **Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents**
Par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises)

5. POSITION
EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	1 798,0	469,4	2 267,4	1 844,7	468,8	2 313,5	1 908,1	476,6	2 384,7
Actions et titres d'OPC	361,7	273,1	634,8	405,5	253,7	659,2	435,9	265,9	701,8
Actions	200,4	220,8	421,2	227,1	197,5	424,5	244,8	207,8	452,6
Titres d'OPC	161,3	52,3	213,6	178,4	56,2	234,7	191,2	58,1	249,2
Titres de créance à long terme	1 311,7	123,7	1 435,4	1 321,5	147,3	1 468,8	1 327,0	166,2	1 493,2
Titres de créance à court terme	124,6	72,6	197,2	117,7	67,8	185,5	145,2	44,5	189,7
Bons du Trésor à moins d'un an	25,2	62,7	87,8	17,4	58,8	76,2	23,2	31,1	54,4
Autres titres de créance à court terme	99,4	9,9	109,3	100,3	9,0	109,3	122,0	13,4	135,3
Non-résidents sur titres français	2 651,1	401,6	3 052,7	2 654,8	430,7	3 085,5	2 677,2	479,1	3 156,3
Actions et titres d'OPC	726,1	17,0	743,1	772,7	11,2	783,9	814,8	11,1	826,0
Actions	579,8	0,0	579,8	603,8	0,0	603,8	620,7	0,0	620,7
Titres d'OPC	146,3	17,0	163,3	168,9	11,2	180,1	194,2	11,1	205,3
Titres de créance à long terme	1 725,0	342,4	2 067,4	1 708,2	374,7	2 082,8	1 709,1	399,0	2 108,1
OAT	857,2		857,2	920,0		920,0	973,5		973,5
BTAN	137,7		137,7	86,5		86,5	29,2		29,2
Autres (BMTN, EMTN,...)	730,2	342,4	1 072,6	701,7	374,7	1 076,3	706,3	399,0	1 105,3
Titres de créance à court terme	200,0	42,2	242,2	173,9	44,8	218,7	153,4	68,9	222,3
Bons du Trésor à moins d'un an	143,9		143,9	126,5		126,5	118,4		118,4
Autres titres de créance à court terme	56,1	42,2	98,3	47,4	44,8	92,3	34,9	68,9	103,9
Position nette	- 853,1	67,8	- 785,3	- 810,1	38,1	- 772,0	- 769,1	- 2,5	- 771,6

5.12 **Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents**

Par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	317,1	1 131,1	1 448,1	321,2	1 142,7	1 463,8	317,8	1 186,2	1 504
Actions et titres d'OPC	40,4	339,1	379,5	44,3	387,0	431,2	56,6	404,5	461,1
Titres de créance à long terme	226,1	758,4	984,6	227,9	729,8	957,7	193,9	747,9	941,8
Titres de créance à court terme	50,5	33,6	84,1	49,0	25,9	74,9	67,3	33,8	101,2
Émetteurs hors zone euro	234,4	584,8	819,3	253,3	596,4	849,7	252,1	628,6	880,7
Actions et titres d'OPC	73,3	182,0	255,3	64,0	164,0	228,0	62,6	178,1	240,7
Titres de créance à long terme	126,9	324,0	450,9	146,8	364,3	511,1	143,0	408,4	551,4
Titres de créance à court terme	34,3	78,8	113,1	42,5	68,1	110,6	46,5	42,1	88,5
Tous émetteurs	551,5	1 715,9	2 267,4	574,5	1 739,1	2 313,5	569,9	1 814,8	2 384,7
Actions et titres d'OPC	113,7	521,1	634,8	108,2	551,0	659,2	119,3	582,5	701,8
Titres de créance à long terme	353,0	1 082,4	1 435,4	374,7	1 094,1	1 468,8	336,9	1 156,3	1 493,2
Titres de créance à court terme	84,8	112,4	197,2	91,5	94,0	185,5	113,8	75,9	189,7

5.13 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents
Par secteur émetteur et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	2651,1	401,6	3052,7	2654,8	430,7	3085,5	2677,2	479,1	3156,3
Administrations publiques	1218,4	48	1266,4	1207,8	54,9	1262,8	1192,6	64,8	1257,4
OAT	857,2		857,2	920,0		920,0	973,5		973,5
Autres titres de créance à long terme	73,8	34,9	108,7	69,4	38,9	108,3	65,8	40,1	105,8
Bons du trésor (BTAN et BTF)	281,5		281,5	213,0		213,0	147,7		147,7
Autres titres de créance à court terme	5,9	13,2	19,0	5,5	16,0	21,5	5,6	24,8	30,4
Institutions financières monétaires	498,8	184,3	683,1	470,1	206,7	676,8	477,2	236,0	713,3
Actions et titres d'OPC	70,3	0,2	70,5	83,5	0,2	83,7	104,0	0,3	104,3
Titres de créance à long terme	390,7	160,2	550,9	358,3	183,3	541,6	351,8	196,2	548,0
Titres de créance à court terme	37,7	23,9	61,7	28,3	23,2	51,5	21,5	39,5	61,0
Autres secteurs	933,9	169,3	1103,2	976,8	169,1	1146,0	1007,4	178,2	1185,6
Actions et titres d'OPC	655,8	16,8	672,5	689,2	11,0	700,2	710,9	10,8	721,7
Titres de créance à long terme	265,6	147,4	413,0	274,0	152,5	426,5	288,8	162,7	451,5
Titres de créance à court terme	12,6	5,1	17,6	13,7	5,6	19,3	7,8	4,7	12,5

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres

5. POSITION EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	2015					2016				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 28)	487,9	1 182,8	120,5	1 791,1	77,4	514,8	1 170,8	149,8	1 835,4	77,0
Union économique et monétaire (à 19)	431,2	957,7	74,9	1 463,8	63,3	461,1	941,8	101,2	1 504,0	63,1
dont : Allemagne	85,0	110,3	15,2	210,5	9,1	89,9	99,0	12,7	201,5	8,5
Autriche	1,7	44,2	0,1	46,0	2,0	1,7	40,8	0,1	42,6	1,8
Belgique	16,4	80,4	12,5	109,3	4,7	16,3	74,5	14,8	105,6	4,4
Espagne	24,9	130,6	19,6	175,1	7,6	23,6	124,4	22,4	170,5	7,1
Finlande	4,4	11,6	0,1	16,0	0,7	7,0	12,1	0,0	19,2	0,8
Grèce	0,4	4,2	0,1	4,7	0,2	0,4	4,0	0,0	4,4	0,2
Irlande	45,7	56,9	3,4	106,0	4,6	48,6	54,4	5,4	108,5	4,5
Italie	31,7	205,3	4,3	241,3	10,4	34,2	197,9	8,1	240,1	10,1
Luxembourg	178,7	103,8	7,9	290,3	12,5	192,2	120,0	10,5	322,6	13,5
Pays-Bas	40,1	180,0	10,0	230,0	9,9	44,9	175,9	24,6	245,5	10,3
Portugal	1,9	18,9	1,2	22,0	1,0	1,7	15,5	2,1	19,3	0,8
Autres pays de l'Union européenne	56,6	225,0	45,7	327,3	14,1	53,7	229,0	48,6	331,4	13,9
dont : Pologne	2,2	5,2	0,0	7,4	0,3	2,0	5,3	0,0	7,3	0,3
République tchèque	0,1	2,2	0,1	2,5	0,1	0,1	2,4	0,0	2,6	0,1
Roumanie	0,1	0,3	0,0	0,4	0,0	0,1	0,6	0,0	0,7	0,0
Royaume-Uni	42,7	134,0	40,9	217,7	9,4	40,7	136,5	43,1	220,2	9,2
Suède	5,0	27,4	2,5	34,8	1,5	5,1	29,2	2,6	37,0	1,6
Reste du monde	171,4	286,0	65,0	522,4	22,6	187,0	322,4	39,9	549,3	23,0
dont : Bermudes	1,1	0,6	0,2	1,9	0,1	1,3	0,5	0,3	2,1	0,1
Brésil	2,1	2,5	0,0	4,7	0,2	4,3	1,9	0,0	6,2	0,3
Chine	8,4	0,6	0,6	9,6	0,4	11,6	1,1	0,1	12,8	0,5
Corée du sud	3,7	2,8	0,0	6,5	0,3	5,4	2,5	0,0	8,0	0,3
États-Unis	68,7	145,0	8,4	222,1	9,6	70,5	162,7	9,3	242,6	10,2
Îles Cayman	7,0	6,5	0,0	13,4	0,6	6,4	7,0	0,0	13,4	0,6
Inde	3,4	0,5		3,9	0,2	3,4	0,6		3,9	0,2
Japon	31,2	15,5	55,5	102,2	4,4	33,4	31,5	29,0	93,9	3,9
Jersey	4,1	5,8	0,1	10,0	0,4	3,5	4,9	0,0	8,4	0,4
Russie	1,5	0,1		1,6	0,1	1,9	0,2	0,0	2,1	0,1
Suisse	22,8	1,6	0,1	24,5	1,1	21,7	1,5	0,1	23,3	1,0
Turquie	0,2	1,3	0,0	1,5	0,1	0,7	1,4	0,0	2,1	0,1
Total	659,2	1 468,8	185,5	2 313,5	100,0	701,8	1 493,2	189,7	2 384,7	100,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.15 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents
Par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 372,9	75,2	1 448,1	1 394,7	69,1	1 463,8	1 430,6	73,4	1 504,0
Actions et titres d'OPC	339,9	39,6	379,5	390,2	41,0	431,2	417,9	43,2	461,1
Actions	192,4	2,3	194,7	219,6	2,3	221,9	235,2	1,8	237,0
Titres d'OPC	147,5	37,4	184,8	170,6	38,7	209,3	182,7	41,4	224,1
Titres de créance à long terme	952,2	32,4	984,6	931,1	26,6	957,7	916,1	25,7	941,8
Titres de créance à court terme	80,9	3,2	84,1	73,4	1,5	74,9	96,6	4,6	101,2
Bons du Trésor à moins d'un an	25,1	0,1	25,2	17,4	0,0	17,4	23,2	0,0	23,2
Autres titres de créance à court terme	55,7	3,1	58,9	56,0	1,5	57,4	73,4	4,5	78,0
Émetteurs hors zone euro	425,0	394,2	819,3	450,0	399,7	849,7	477,5	403,1	880,7
Actions et titres d'OPC	21,8	233,5	255,3	15,3	212,7	228,0	18,1	222,7	240,7
Actions	8,0	218,5	226,5	7,5	195,2	202,6	9,6	206,0	215,6
Titres d'OPC	13,8	15,0	28,8	7,8	17,5	25,3	8,5	16,7	25,2
Titres de créance à long terme	359,5	91,4	450,9	390,4	120,7	511,1	410,9	140,5	551,4
Titres de créance à court terme	43,7	69,4	113,1	44,3	66,3	110,6	48,6	39,9	88,5
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	62,6	62,6	0,0	58,8	58,8	0,0	31,1	31,1
Autres titres de créance à court terme	43,7	6,8	50,5	44,3	7,6	51,8	48,6	8,8	57,4

5.16 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	657,80	665,10	- 7,30	605,40	674,90	- 69,60	558,50	676,90	- 118,40
... vis-à-vis de la zone euro	366,60	296,30	70,30	339,50	312,10	27,40	319,00	299,90	19,10
... vis-à-vis des pays hors zone euro	291,20	368,80	- 77,60	265,90	362,80	- 96,90	239,60	377,00	- 137,40
Devises	542,80	491,30	51,50	537,60	524,80	12,80	628,20	609,50	18,70
... vis-à-vis de la zone euro	52,60	74,60	- 22,00	50,50	97,40	- 46,90	57,80	103,80	- 46,00
... vis-à-vis des pays hors zone euro	490,20	416,70	73,50	487,10	427,40	59,70	570,40	505,70	64,60
Total	1 200,60	1 156,40	44,20	1 143,00	1 199,70	- 56,80	1 186,70	1 286,40	- 99,70

5.17 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	795,9	768,0	27,9	728,5	765,4	- 36,9	728,1	785,3	- 57,2
Euros	469,1	421,0	48,1	420,5	409,8	10,7	386,1	417,6	- 31,5
Devises	326,8	347,0	- 20,2	308,0	355,5	- 47,6	342,0	367,7	- 25,7
Clientèle financière et non financière	404,6	388,4	16,3	414,5	434,4	- 19,9	458,7	501,2	- 42,5
Euros	188,7	244,1	- 55,4	184,8	265,1	- 80,2	172,5	259,3	- 86,8
Devises	216,0	144,3	71,7	229,7	169,3	60,4	286,2	241,9	44,3
Total	1 200,6	1 156,4	44,2	1 143,0	1 199,7	- 56,8	1 186,7	1 286,4	- 99,7

5.18 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2014			2015			2016		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 28)	653,1	698,5	- 45,4	650,5	749,3	- 98,8	607,7	737,5	- 129,8
Union économique et monétaire (à 19)	419,2	370,9	48,2	390,0	409,5	- 19,5	376,8	403,7	- 26,9
dont : Allemagne	53,3	101,9	- 48,6	48,8	108,8	- 60,0	43,7	97,3	- 53,6
Belgique	21,0	21,1	- 0,2	17,6	22,1	- 4,5	19,2	26,5	- 7,3
Espagne	85,4	25,9	59,5	73,2	19,2	54,0	65,9	18,5	47,4
Irlande	44,0	34,1	9,9	36,3	37,1	- 0,7	32,3	25,4	7,0
Italie	102,5	36,9	65,6	109,7	38,7	70,9	100,9	36,6	64,3
Luxembourg	62,9	108,7	- 45,8	59,2	141,4	- 82,2	64,5	153,8	- 89,4
Pays-Bas	35,5	29,1	6,4	31,8	27,0	4,8	35,5	29,1	6,3
Autres pays de l'Union européenne	233,9	327,5	- 93,6	260,5	339,8	- 79,3	231,0	333,8	- 102,9
dont : Pologne	5,0	1,5	3,5	4,9	1,7	3,3	4,6	2,2	2,4
République tchèque	1,4	0,9	0,5	1,3	0,5	0,8	1,4	0,5	0,9
Roumanie	2,1	0,1	2,0	1,8	0,2	1,6	1,6	0,1	1,5
Royaume-Uni	216,1	293,3	- 77,2	243,4	305,5	- 62,1	214,1	297,4	- 83,3
Suède	3,8	1,8	1,9	1,9	1,8	0,1	1,8	2,6	- 0,8
Reste du monde	547,4	458,0	89,4	492,5	450,5	42,0	579,0	548,9	30,1
dont : Brésil	6,4	0,4	6,0	8,2	0,7	7,5	7,2	0,6	6,6
Chine	19,5	6,6	12,9	11,0	15,3	- 4,3	18,2	13,5	4,7
États-Unis	135,2	147,1	- 11,8	104,2	126,4	- 22,2	139,8	200,7	- 60,9
Inde	2,7	0,1	2,6	2,0	0,2	1,9	2,6	0,5	2,1
Japon	120,2	31,4	88,8	105,3	35,6	69,7	149,1	53,7	95,4
Russie	9,6	13,9	- 4,3	6,7	7,6	- 0,9	7,2	13,7	- 6,5
Suisse	28,6	34,0	- 5,4	44,3	42,5	1,8	46,4	41,2	5,2
Turquie	10,6	1,0	9,6	10,6	1,0	9,6	9,6	0,4	9,2
Centres extra-territoriaux	128,2	129,2	- 1,0	105,7	129,2	- 23,5	101,1	128,0	- 26,9
Total	1 200,6	1 156,4	44,2	1 143,0	1 199,7	- 56,8	1 186,7	1 286,4	- 99,7

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.19 Répartition par instruments des prêts-emprunts des IFM résidentes

(en milliards d'euros)

5. POSITION EXTÉRIEURE

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Créances	1 200,6	1 143,0	1 186,7	781,4	753,0	810,0
Dépôts	792,9	728,3	727,7	461,6	418,3	445,4
Prêts	401,1	414,1	457,7	314,2	334,2	363,9
Autres comptes à payer/à recevoir	6,6	0,6	1,4	5,6	0,5	0,6
Engagements	1 156,4	1 199,7	1 286,4	785,5	790,2	882,8
Dépôts	1 146,5	1 199,3	1 285,2	780,4	789,9	882,3
Prêts						
Autres comptes à payer/à recevoir	9,9	0,4	1,3	5,1	0,3	0,4
Position	44,2	- 56,8	- 99,7	- 4,1	- 37,2	- 72,8
Dépôts	- 353,6	- 471,1	- 557,4	- 318,7	- 371,6	- 436,9
Prêts	401,1	414,1	457,7	314,2	334,2	363,9
Autres comptes à payer/à recevoir	- 3,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,2

5.20 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire)

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année			Variation 2016
	2014	2015	2016	
Créances	365,6	389,1	402,7	13,6
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	145,9	152,5	149,6	- 2,9
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	85,8	97,7	109,7	12,0
Euros	82,1	97,7	109,7	12,0
Devises	3,7	0,0	0,0	0,0
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	60,1	54,8	39,9	- 14,9
Euros	2,2	1,7	2,9	1,2
Devises	57,9	53,1	37,0	- 16,1
Autres créances	20,3	21,7	25,0	3,3
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	2,0	1,0	1,0	0,0
Euros	1,5	0,0	0,0	0,0
Devises	0,5	1,0	1,0	0,0
Autres créances vis-à-vis de résidents hors zone euro hors France	8,6	11,0	14,2	3,2
Euros	1,6	3,1	2,6	- 0,5
Devises	7,0	7,8	11,6	3,8
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,5	1,5	1,5	0,0
Billets	81,2	88,0	88,9	0,9
Avoirs de réserve	118,2	126,9	139,2	12,3
Engagements	273,1	273,2	273,0	- 0,1
Engagements envers le SEBC (TARGET)	17,0	29,2	13,8	- 15,4
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	12,1	12,9	12,9	0,0
Depôts de la clientèle institutionnelle étrangère	131,3	110,1	121,2	11,1
Euros	28,5	15,0	36,9	21,9
Devises	102,8	95,1	84,3	- 10,8
Billets	112,7	120,9	125,1	4,2
Position	92,5	115,9	129,6	13,7
dont : position extérieure hors avoirs de réserve	- 25,7	- 11,0	- 9,6	1,4

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirages spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

5.21 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents

5. POSITION EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2014	2015	2016
Créances	99,7	99,7	100,4
<i>Euros</i>	82,3	79,6	79,8
<i>Devises</i>	17,4	20,1	20,6
Participation au capital des organismes internationaux	38,3	40,1	40,6
Créances à long terme	60,6	57,9	58,1
Créances à court terme	0,8	1,7	1,7
Engagements	60,2	60,3	58,6
<i>Euros</i>	60,2	60,3	58,6
<i>Devises</i>	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	47,2	47,2	48,7
Engagements à court terme	13,1	13,1	9,9
Position	39,5	39,3	41,8
<i>Euros</i>	22,1	19,3	21,2
<i>Devises</i>	17,4	20,1	20,6

5.22 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2014			2015			2016		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	230,5	30,3	260,9	273,4	31,8	305,2	287,4	31,1	318,5
Secteur financier ^{a)}	182,9	16,2	199,1	223,2	13,0	236,2	236,0	15,3	251,3
Secteur non financier ^{b)}	47,6	14,1	61,7	50,3	18,7	69,0	51,4	15,8	67,2
Engagements	225,0	25,3	250,3	257,5	28,5	286,0	275,0	35,7	310,7
Secteur financier ^{a)}	184,1	15,7	199,8	217,8	14,4	232,2	228,8	19,5	248,3
Secteur non financier ^{b)}	40,9	9,6	50,5	39,7	14,1	53,8	46,2	16,2	62,4
Position	5,5	5,0	10,5	16,0	3,2	19,2	12,4	- 4,6	7,8

a) *Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.*

b) *Sociétés non financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.*

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

